

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1983 B 08739
Numéro SIREN : 328 090 238
Nom ou dénomination : SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L
INVESTISSEMENT - S I D I

Ce dépôt a été enregistré le 24/08/2018 sous le numéro de dépôt 85268



20180852682017

DATE DEPOT : 24/08/2018

N° DE DEPOT : 85268

N° GESTION : 1983B08739

N° SIREN : 328090238

DENOMINATION : SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L INVESTISSEMENT
- S I D I

ADRESSE : 12 R GUY DE LA BROUSSE 75005 PARIS

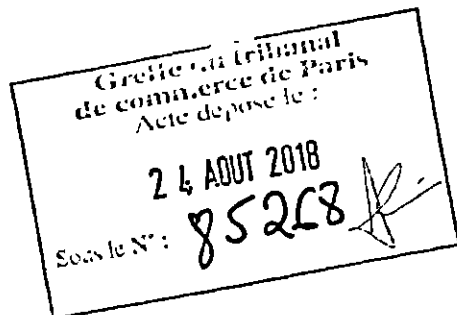
MILLESIME : 2017

**SOLIDARITE INTERNATIONALE
POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'INVESTISSEMENT
S. I. D. I.**

Société en Commandite par Actions (SCA) à capital variable
conformément aux articles L231-1 à L231-8 du Code de Commerce

Siège social à PARIS 5ème
12, rue Guy de la Brosse

R.C.S. PARIS 328 090 238



**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU MERCREDI 23 MAI 2018**

L'an deux mille dix-huit, le mercredi 23 mai, à 15h30, les actionnaires de la société **SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'INVESTISSEMENT (S.I.D.I.)** se sont réunis en **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**, dans les locaux de l'**ACCUEIL BAROUILLERE** – 14, rue Saint Jean-Baptiste de la Salle - 75006 PARIS, sur la convocation du Président du Comité de Gérance.

M. Jacques DEMONSANT - Président du Conseil de Surveillance de la SIDI
préside la séance.

M. Christian SCHMITZ
et **M. Olivier VAGNEUX**
sont appelés pour remplir les fonctions de scrutateurs.

Mme Christine RICHEROL
est désignée comme secrétaire.

La Société **SOFIDEEC BAKER TILLY**, représentée par **M. Jean-Yves MACE** - Commissaire aux Comptes - a été convoquée par lettre recommandée avec avis de réception en date du 25/04/18.

Le Président constate que la feuille de présence, certifiée sincère et valable par les membres du bureau, fait ressortir que 86 actionnaires représentant 123.760 actions sur les 172.416 actions de 152 Euros composant le capital social, sont présents ou représentés, et que l'Assemblée - représentant plus du cinquième du capital social - peut valablement délibérer sur les questions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Il dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- une copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes avec l'avis de réception,
- une copie du journal d'annonces légales dans lequel est parue la convocation à l'Assemblée,
- la feuille de présence et les procurations données par les actionnaires représentés,
- les statuts de la société,
- l'inventaire, le bilan et le compte de résultats et ses annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- les Rapports Spécial et Général du Commissaire aux Comptes établis en application des articles 339-2 et 339-5 de la loi du 24 juillet 1966,
- le projet des résolutions qui seront soumises à la présente Assemblée.

Le Président rappelle que l'inventaire, le bilan, le compte de résultats et ses annexes concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017, les rapports du Comité de Gérance et du Commissaire aux Comptes, ainsi que la liste des actionnaires, le projet des résolutions et tous les autres documents et renseignements mentionnés aux articles 1658 de la loi du 24 juillet 1966 et 135 du décret du 23 mars 1967, ont été tenus à la disposition des actionnaires pendant les délais légaux.

L'Assemblée lui en donne acte.

Il rappelle que l'ordre du jour comprend :

1. **Rapport de Gestion et Rapport sur le gouvernement d'entreprise du Comité de Gérance, Rapport du Conseil de Surveillance sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, et – après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux Comptes – approbation des comptes par l'Assemblée**
2. **Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'Article L 225-86 du Code de Commerce**
3. **Actualisation de la composition du Conseil de Surveillance :**
 - 3.1. Remplacement de Sœur Marie-Yvonne FONTAINE par Mme Marie-Anne CHARRE – représentant la Congrégation des Filles de Jésus de Kermaria – en tant que membre du Conseil de Surveillance
 - 3.2. Remplacement de Mme Laurence MORET par Mme Karine PINGET – représentant le Crédit Coopératif – en tant que membre du Conseil de Surveillance
4. **Rémunération du Comité de Gérance**
5. **Questions diverses :**
 - 5.1. **Rapport du Comité de Concertation et d'Orientation (CCO)**
6. **Pouvoir au porteur pour effectuer toutes les formalités légales**

Après lecture du Rapport de Gestion et des Rapports du Commissaire aux Comptes, et de la discussion qui a suivi, les résolutions ci-après sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/17

L'Assemblée Générale Ordinaire,
après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion et du Rapport sur le gouvernement d'entreprise du Comité de Gérance, du Rapport du Commissaire aux Comptes, ainsi que du Rapport du Conseil de Surveillance,
approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée à la majorité par 85 votes favorables représentant 123 754 actions, contre 1 abstention représentant 6 actions.

DEUXIEME RESOLUTION

Approbation des conventions visées à l'article L 225-86 du Code de Commerce

L'Assemblée Générale Ordinaire,
après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes, sur les conventions relevant de l'article L 225- 86 et suivants du Code de Commerce, se prononce sur les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Résultat net

L'Assemblée Générale Ordinaire,
décide d'affecter le résultat négatif de l'exercice 2017, soit – 525 909 Euros, en diminution du poste « Autres réserves ».

Cette résolution est adoptée à la majorité par 84 votes favorables représentant 123 726 actions, contre 2 abstentions représentant 34 actions.

QUATRIEME RESOLUTION

Remplacement d'un membre du Conseil de Surveillance

(Remplacement de Sœur Marie-Yvonne FONTAINE par Mme Marie-Anne CHARRE)

L'Assemblée Générale Ordinaire,
prend acte du remplacement de Sœur Marie-Yvonne FONTAINE par Mme Marie-Anne CHARRE - représentant la
Congrégation des Filles de Jésus de Kermaria - en tant que membre du Conseil de Surveillance.

Cette résolution est adoptée à la majorité par 85 votes favorables représentant 123 750 actions, contre 1 abstention
représentant 10 actions.

CINQUIEME RESOLUTION

Remplacement d'un membre du Conseil de Surveillance

(Remplacement de Mme Laurence MORET par Mme Karine PINGET)

L'Assemblée Générale Ordinaire
prend acte du remplacement de Mme Laurence MORET par Mme Karine PINGET - représentant le Crédit Coopératif - en
tant que membre du Conseil de Surveillance.

Cette résolution est adoptée à la majorité par 85 votes favorables représentant 123 750 actions, contre 1 abstention
représentant 10 actions.

SIXIEME RESOLUTION

Rémunération du Comité de Gérance

L'Assemblée Générale Ordinaire,
décide que les gérants ne bénéficient pas de rémunération.

Cette résolution est adoptée à la majorité par 81 votes favorables représentant 123 700 actions, contre 5 abstentions
représentant 60 actions.

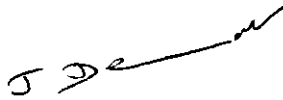
SEPTIEME RESOLUTION

Pouvoir au porteur pour effectuer toutes les formalités légales

L'Assemblée Générale Ordinaire,
donne pouvoir au porteur d'un original ou d'une copie du procès-verbal de la réunion pour effectuer toutes formalités
légales.

Cette résolution est adoptée à la majorité par 85 votes favorables représentant 123 754 actions, contre 1 abstention
représentant 6 actions.

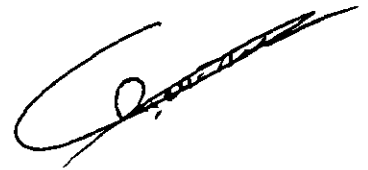
*Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole,
la séance est levée après rédaction du présent procès-verbal.*



Le Président



Les Scrutateurs



Le Secrétaire





RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE SIDI SCA

MERCREDI 23 MAI 2018

Composition du Conseil de Surveillance de la SIDI :

- M. DEMONSANT Jacques, Président
- Caisse des Dépôts et Consignations – représentée par M. MZALI Mohamed-Ali
- Congrégation des Filles de Jésus de Kermaria – représentée par Sœur FONTAINE Marie-Yvonne
- Congrégation des Filles du Saint-Esprit – représentée par Sœur BEAUMONT Françoise
- Congrégation Sainte-Clotilde – représentée par Mme ROUSSET Sylvie
- Crédit Coopératif – représenté par Mme MORET Laurence
- Epargne Solidarité Développement – représentée par M. CARADEC Jean-Yves
- M. COQUART Philippe
- M. LEGAC François
- M. RAFFINOT Marc
- M. TANDJAOUI Hocine
- M. WEEGER Christian

Assistent également aux réunions du Conseil de Surveillance :

- M. COUSIN Jean-Baptiste - Gérant du Comité de Gérance SIDI SCA
- M. DE MEULENAERE - Gérant du Comité de Gérance SIDI SCA
- M. LESAFFRE Dominique - Président du Comité de Gérance SIDI SCA
- M. MACE Jean-Yves - Commissaire aux Comptes SOFIDEEC BAKER TILLY

u

Le présent rapport s'articule de la façon suivante :

1. Travaux du Conseil de Surveillance depuis la dernière Assemblée Générale Ordinaire.
2. Présentation des comptes de la SIDI arrêtés au 31 décembre 2017.
3. Situation du portefeuille de la SIDI au 31 décembre 2017.
4. Approbation du Rapport de Gestion de l'année 2017, et ratification des comptes arrêtés au 31 décembre 2017.
5. Préparation des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire de la SIDI du mercredi 23 mai 2018.

1. TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DEPUIS LA DERNIERE AGO DE SIDI SCA

Depuis l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2017, le Conseil de Surveillance de la SIDI s'est réuni deux fois :

- **Le 6 octobre 2017**

Parmi les sujets examinés au cours de cette réunion, il convient de retenir les points suivants :

Evolution du capital de la SIDI

Le Conseil de Surveillance a suivi avec attention l'évolution récente du capital social qui s'élevait à 22 millions au 31 décembre 2016, pour être porté en plusieurs étapes à 25,16 millions d'euros en fin d'année. Il s'agit d'une augmentation sans précédent de 14 % réalisée grâce aux apports combinés de plusieurs établissements financiers et des actionnaires individuels.

Evolution des risques de change

Le Conseil de Surveillance a été sensibilisé à la question du risque de change porté par la SIDI du fait de l'importance de ses engagements, prêts et participations en USD et en francs CFA qui se traduit cette année par des pertes qui devront faire l'objet de provisions importantes.

Dans ce domaine, la SIDI est confrontée à un dilemme puisqu'il est de sa vocation, confirmée récemment par le CCO (Comité de Concertation et d'Orientation) de soutenir en monnaie locale les initiatives de partenaires situés dans les zones défavorisées d'Afrique subsaharienne et d'Amérique Latine. Pour se prémunir contre ces risques, le Conseil de Surveillance a demandé à la Direction de la SIDI d'étudier de façon approfondie les modalités pratiques de couverture des risques de change.

Dans le domaine de l'agriculture

Par ailleurs, consciente des difficultés spécifiques posées par l'approche des risques dans le domaine de l'agriculture, la SIDI a mis au point un canevas d'analyse qui est désormais utilisé par les Chargés de Partenariats.

- **Le 5 avril 2018**

Cette réunion a été principalement consacrée à l'examen de l'activité de l'exercice 2017 et des comptes arrêtés au 31 décembre 2017 à travers le Rapport de Gestion présenté par le Directeur Général.

En outre, dans le cadre des objectifs de son Plan Stratégique et à la demande du Conseil de Surveillance, la Direction de la SIDI a présenté le projet ambitieux de développement de la Transition Écologique et Sociale (TES). Ce plan a fait l'objet d'observations et surtout d'encouragements à poursuivre dans cette voie.

2. PRESENTATION DES COMPTES DE SIDI SCA ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2017 se présentent de la façon suivante :

2.1. Le bilan arrêté au 31 décembre 2017

Le total du bilan est arrêté à la somme de 39,15 millions d'euros contre 35,95 à la fin de l'exercice précédent.

A Les Ressources (le passif)

Grâce à de nouvelles souscriptions, le capital variable de la SIDI a continué d'augmenter en 2017. Il s'établit désormais à 25,16 millions d'euros, contre 22 millions fin 2016. Si l'on y ajoute les réserves qui ont augmenté de 0,91 million et que l'on retranche le résultat net de 0,5 million, les capitaux permanents de la SIDI atteignent désormais la somme de 29,90 millions d'euros, contre 27,30 à la fin de l'année 2016.

B Les Emplois (l'actif)

L'actif immobilisé net (27,8 millions) continue sa progression par de nouvelles prises de participations (+ 1,6 million), des prêts et placements à long terme qui s'élèvent désormais à 14,6 millions d'euros.

La trésorerie, quant à elle, est en légère diminution mais reste à un niveau satisfaisant.

2.2. Le Compte de Résultats

Les produits d'exploitation de l'exercice se situent pratiquement au même niveau que l'an passé (1,87 million contre 1,92). Dans ce chiffre, est incluse la contribution apportée à la SIDI par le CCFD-Terre Solidaire pour financer les dépenses d'accompagnement des partenaires qui est restée stable à 1,1 million.

En revanche, les produits de cofinancements sont en légère diminution par rapport à l'exercice précédent.

Etant donné que les charges d'exploitation ont également été maîtrisées, le déficit d'exploitation se situe pratiquement au même niveau que l'année précédente, soit - 1 million d'euros.

En revanche, on constate des charges financières importantes dues notamment à des provisions et des pertes de change du portefeuille. La SIDI a dû constituer des provisions complémentaires qui rendent le résultat net de l'exercice négatif à hauteur de 500 K euros, alors qu'il était positif l'an passé (1 million).

Certes, le FID (Fonds d'Incitation et de Développement) constitué à l'initiative du CCFD-Terre Solidaire avec l'appui précieux de la Congrégation des Auxiliatrices a été renforcé de 500 K euros pour être porté à 2,5 millions d'euros, mais les risques imputables dépassent désormais ce montant. La SIDI a été contrainte de prélever sur ses fonds propres une partie des provisions du portefeuille (716 K euros).

Ces évolutions ont fait l'objet de débats au sein du Conseil de Surveillance et pour approfondir la question de l'appréciation des risques auxquels la SIDI est confrontée, un groupe de travail constitué à cet effet est chargé de rendre ses conclusions avant la fin du présent exercice.

Cela est d'autant plus nécessaire qu'il est clair désormais que l'apport financier constitué par le FID n'est pas suffisante pour faire face aux obligations de provisionnement futures. En conséquence, il a été demandé à la Direction de rechercher son renforcement par la voie de nouvelles alliances.

a

SITUATION DU PORTEFEUILLE DESIDISCA AU 31 DECEMBRE 2017

1 - Evolution des volumes

Les volumes de crédits octroyés par le SIDA au cours de l'exercice 2017 ont été de 1 200 millions de francs CFA.

Ces crédits ont été octroyés à 1 200 bénéficiaires répartis dans 120 pays.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

2 - Autres opérations remarquables de l'exercice

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

3.1 - Les participations croisées: les fonds d'investissement

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

Le montant des crédits octroyés est de 1 200 millions.

4.2. Rappelons enfin que l'activité de la SIDI s'inscrit dans le cadre d'un plan stratégique pluriannuel.

Le nouveau Plan Stratégique 2017-2020 a été approuvé par le Comité de Gérance, et le Conseil de Surveillance en a pris connaissance. Ce texte est placé en annexe.

Le Conseil a souligné que les axes de la stratégie définis dans ce document se déclinent selon six axes d'actions qui incluent, en plus des objectifs de financement inhérents à la mission de la SIDI, des objectifs en matière d'accompagnement des partenaires SIDI, de performance sociale mais également en matière de consolidation de l'organisation générale de la société.

5. RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE SIDI SCA DU MERCREDI 23 MAI 2018

5.1. Approbation du texte des résolutions de l'AGO

Le Conseil de Surveillance a approuvé le texte des résolutions qui sont soumises à votre approbation et dont le texte se trouve sur la fiche annexe.

5.2. Composition du Conseil de Surveillance

Le Président du Conseil de Surveillance a été avisé de la démission avant l'échéance de son mandat de sa Vice-Présidente Mme Laurence MORET appelée à d'autres fonctions au sein du Crédit Coopératif. Elle est remplacée par Mme Karine PINGET.

De même, suite au départ anticipé de Soeur Marie-Yvonne FONTAINE représentant la Congrégation des Filles de Jésus de Kermaria, Mme Marie-Anne CHARRE a été désignée pour la représenter.

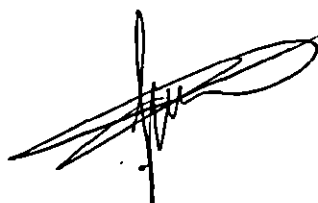
Le Conseil de Surveillance demande à l'Assemblée Générale de valider ces deux nominations.

Christian WEEGER
Rapporteur, Membre du Conseil de Surveillance

BILAN FINANCIER 2017 A 2015

EMPLOIS	2017	2016	2015	RESSOURCES	2017	2016	2015
Emplois stables				Ressources stables			
Immobilisations incorporelles nettes	399			Capital - Apports des actionnaires	25 164 360	22 021 608	20 078 440
Immobilisations corporelles nettes				Réserve légale	2 202 160	2 007 844	1 851 512
- Installations, agencements	30 834	36 438	42 844	Autres réserves	3 068 739	2 349 549	1 463 490
- Autres immobilisations corporelles	9 350	6 477	11 486	Résultat de l'exercice	525 909	921 669	1 051 398
Immobilisations financières nettes				Emprunts - dettes financières	77 739	58 529	63 640
- Participations	12 903 918	11 298 616	8 203 374	CCA - FID	2 503 369	2 210 514	2 281 850
- Placements FID à L.T.	3 370 338	2 493 278	2 855 317	CCFD - Fonds d'investissement Rural		1 000 000	1 000 000
- Prêts	11 309 215	9 768 490	9 375 559	CCA - Personnes morales	873 502	873 502	873 502
- Autres immobilisations financières	154 808	154 808	154 808	CCA - Personnes physiques	334 736	334 736	334 736
- Intérêts courus sur prêts	106 303	103 923	36 202	Actionnaire - SIDI GESTION	10 000	10 000	10 000
				CCA - Actionnaires	5 008	312 196	11 536
TOTAL II	27 885 166	23 862 031	20 679 190	TOTAL I	83 713 704	82 100 147	29 020 104
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)	0	0	0	FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	5 828 534	8 238 116	8 340 914
Actifs stables d'exploitation				Ressources stables d'exploitation			
				Provisions pour risques de change	133 833		
				Autres provisions	171 668	156 438	171 249
TOTAL IV				TOTAL III	305 501	156 438	171 249
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)	0	0	0	FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	305 501	156 438	171 249
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF	0	0	0	FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	6 134 039	8 394 554	8 512 163
Valeurs d'exploitation				Dettes d'exploitation			
Clients	103 131	129 881	100 298	Fournisseurs d'exploitation	74 392	44 530	74 632
Cofinancements - AT FEFISOL	270 000	444 592	407 480	Dettes sociales et fiscales	597 594	579 732	638 213
Autre - Etat	106 148	58 233	504 630	Dettes diverses d'exploitation	30 584	54 553	41 117
Autres créances	60 865	45 032		Investissements à réaliser en 2018	322 756	877 472	
Charges constatées d'avance	30 189	22 487	20 515	Produits constatés d'avance	561 939	735 197	875 060
Ecart de conversion, actif				Provision pour écart de conversion actif	0		
TOTAL VI	570 332	700 225	1 032 922	TOTAL V	1 547 264	2 291 485	1 629 023
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)	570 332	0	0	EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	1 016 931	1 593 260	596 100
Liquidités				Ressources à court terme			
Valeurs mobilières de placement	6 949 521	8 220 988	9 300 720	Billets à ordre pour acquisition scay solidarité	2 200 000	1 400 000	2 350 000
Disponibilités	3 742 703	3 161 649	2 447 835	Ligne de crédit	1 347 782	2 231	302 713
Caisse	6 529	5 408	12 421				
TOTAL VIII	10 698 733	11 388 045	11 760 976	TOTAL VII	3 547 782	1 402 231	2 652 714
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	7 150 971	9 985 814	9 108 263	TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)	0	0	0
TOTAL DES EMPLOIS (II+IV+VI+VIII)	39 154 251	35 950 301	33 473 089	TOTAL DES RESSOURCES (I+III+V+VII)	39 154 251	35 950 301	33 473 089

S.I.D.I.
Solidarité Internationale pour le
Développement et l'Investissement
12 rue Guy de la Brosse
75005 PARIS
Tél. (33.1) 40 46 70 00 Fax (33.1) 45 34 81 18
www.sidi.fr
SIREN 328 090 238



CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

RAPPORT DE GESTION EXERCICE 2017



Rapporteur : Dominique LESAFFRE – Directeur Général

Destinataires : Toutes instances de la SIDI

Date : mars 2018

SIDI



SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET L'INVESTISSEMENT



Sommaire

Introduction : évolution générale des activités	3
<i>Une conjoncture qui ne remet pas en cause les fondamentaux de la SIDI.....</i>	<i>3</i>
<i>Les 6 axes du plan stratégique 2017-2020</i>	<i>3</i>
<i>Capital solidaire en consolidation progressive.....</i>	<i>4</i>
<i>Portefeuille en progression continue.....</i>	<i>4</i>
1. Présentation des comptes de résultats	6
<i>Chiffre d'affaires - Partenaires</i>	<i>6</i>
<i>Les financements extérieurs.....</i>	<i>6</i>
<i>Les charges « opérations »</i>	<i>7</i>
<i>Charges « siège ».....</i>	<i>7</i>
<i>Analyse du résultat financier</i>	<i>8</i>
<i>Analyse du résultat exceptionnel.....</i>	<i>10</i>
<i>Résultat de l'exercice 2017.....</i>	<i>10</i>
2. Présentation des comptes de bilan	11
<i>Les emplois.....</i>	<i>11</i>
<i>Les ressources</i>	<i>12</i>
3. Informations spécifiques.....	13
4. Plan stratégique SIDI 2017-2020 : Objectifs An 1 remplis.....	14
Annexes	15
<i>Annexe 1 - Évolution des engagements.....</i>	<i>15</i>
<i>Annexe 2 - Synthèse du portefeuille des participations :.....</i>	<i>18</i>
<i>Annexe 3 - Synthèse du portefeuille des prêts.....</i>	<i>19</i>
<i>Annexe 4 - Synthèse des garanties.....</i>	<i>22</i>
<i>Annexe 5 - Comptes de résultats.....</i>	<i>23</i>
<i>Annexe 6 - Bilan comptable</i>	<i>24</i>
<i>Annexe 7 - Ressources externes.....</i>	<i>25</i>
<i>Annexe 8 - Emprunts</i>	<i>27</i>
<i>Annexe 9 - Réalisations budgétaires 2017.....</i>	<i>28</i>
<i>Annexe 10 - Gouvernance d'entreprise.....</i>	<i>29</i>

Introduction : évolution générale des activités

La SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, est un investisseur social créé en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire pour contribuer à la consolidation d'activités économiques initiées par des populations défavorisées dans les pays du Sud et de l'Est. L'activité de la SIDI est ordonnancée par un plan stratégique quadri annuel et l'année 2017 est la première année du plan stratégique de 4 ans 2017-2020 approuvé par les instances de la SIDI en avril 2017.

Le rapport réglementaire de gouvernance d'entreprise est présenté en Annexe N°10.

Une conjoncture qui ne remet pas en cause les fondamentaux de la SIDI

Comme cela se peut se produire de manière cyclique et conjoncturelle et après 3 années consécutives de résultats nets positifs, la SIDI enregistre en 2017 un résultat net négatif qui s'explique par une combinaison de facteurs conjoncturels amenant ainsi la SIDI à inscrire pour la première fois dans ses comptes le niveau de provisions (de portefeuille et de risque de change) qui excède la capacité du Fonds d'Incitation et de Développement (FID).

Le niveau de réserves accumulé depuis la création de la SIDI, à près de 5 000 K€ permet logiquement d'absorber le résultat de l'exercice 2017 sans que par ailleurs la valeur nominale de l'action SIDI, à 152€, ne soit remise en cause.

L'ensemble de l'équipe SIDI est engagée au recouvrement des impayés, ce qui produit de bons résultats dans la durée et contribuera par une activité tonique du portefeuille à générer à nouveau le profil de résultats assurant la consolidation de la SIDI sur le long terme.

Les 6 axes du plan stratégique 2017-2020

Ce plan stratégique SIDI 2017-2020 articule ses activités autour de 6 axes relevant à la fois de son identité, son approche du financement solidaire mais aussi des enjeux liées à la croissance maîtrisée de ses activités ; il s'agit de développer, articuler et consolider :

1. l'accès à des services financiers durables pour une utilité économique, sociale et environnementale,
2. les filières agricoles et d'énergie renouvelable à forte valeur ajoutée sociale et environnementale,
3. l'accompagnement pour l'autonomie des organisations partenaires,
4. la performance sociale et environnementale de la SIDI et ses partenaires,
5. l'actionnariat solidaire et consolider les ressources nécessaires aux missions SIDI,
6. l'organisation générale de la SIDI pour améliorer ses pratiques et son efficacité.

La SIDI a par ailleurs adopté la Transition Écologique et Sociale (TES) en tant que démarche institutionnelle générale visant à l'intégration et la réalisation progressive d'objectifs écologiques et sociaux que la SIDI partage avec ses partenaires et sa chaîne de solidarité financière. La TES devient ainsi un marqueur central dans le partenariat par une démarche :

- Environnementale et durable (respect, réhabilitation et protection de la biodiversité, préservation des ressources, lutte aux changements climatiques),
- Équitable (juste redistribution des revenus, réduction de la pauvreté),
- Socialement responsable (autonomisation, accès aux services financiers, de santé, d'éducation, aux moyens de production).

Capital solidaire en consolidation progressive

Dans le cadre validé d'une croissance de ressources sur base d'un capital variable (décision prise lors de l'AGE du 5 novembre 2013), le capital a augmenté de manière régulière de 20 078 K€ au 31/12/2015 à 22 021 K€ au 31/12/2016, pour atteindre 25 164 K€, soit plus 3 141 K€ pour l'exercice 2017. Montant demeurant dans la norme statutaire autorisée.

Comme en 2016, la progression du nombre d'actionnaires institutionnels se poursuit en 2017 avec l'entrée au capital de la SIDI de trois nouveaux actionnaires institutionnels pour un montant total de 252 K€ : le Fonds GLS Alternative Investments ainsi que les associations ETIKA au Luxembourg et POURSUIVRE en France.

Le capital solidaire de la SIDI s'élève au 31 décembre 2017 à 25 161 928€ détenus notamment respectivement à 9,59% par le CCFD-Terre Solidaire, 20,64% par des congrégations religieuses, 18,85% par des fonds ou des banques mais aussi à 43,32% par les particuliers citoyens. Le reste étant détenu par des ONGs ou des entreprises. Il convient de relever le fait que la proportion de l'actionariat citoyen reste élevée à plus de 40% du capital, consolidant ainsi ce premier et essentiel niveau de la chaîne de solidarité financière SIDI.

Portefeuille en progression continue

Au 31 décembre 2017, la SIDI présente un portefeuille brut de 25,400 K€, soit une hausse de + 16.6 % par rapport au portefeuille du 31/12/2016. Cette hausse s'explique par les différents flux de la période qui, au 31 décembre 2017, font apparaître une augmentation globale des participations (+ 15 %), de l'encours du portefeuille des prêts (+ 18 %) et des garanties (+13%).

En K€	AU 31/12/2015	AU 31/12/2016	AU 31/12/2017	Variation n-1
Participation ¹	8 588	11 709	13 522	+ 15 %
Prêt	10 147	9 834	11 602	+ 18 %
Garantie	621	302	348	+ 13 %
Total	19 356	21 844	25 472	+ 16.6 %

Bien qu'étant présente et active dans plusieurs autres continents, la SIDI est engagée prioritairement sur le continent africain. Pour développer son action sur ce continent, la SIDI a été co-fondatrice du Fonds FEFISOL ce qui lui a permis par ailleurs d'y investir avec des volumes plus importants en complément de son engagement propre. La SIDI a d'ailleurs accru sa présence dans FEFISOL en 2017 en rachetant l'essentiel des parts du fondateur ETIMOS qui voulait récupérer sa mise pour répondre à ses propres contraintes. Ce choix stratégique s'explique à la fois par la permanence d'une demande élevée de services financiers sur ce continent de la part d'une population en forte croissance, en particulier dans les zones rurales mais aussi d'accompagnement à la structuration, la consolidation et la pérennisation des organisations africaines. Cependant, la SIDI continue aussi à saisir les opportunités d'investissement solidaire répondant à sa mission en Amérique Latine où elle a réalisé en 2017 de beaux investissements et dans le Bassin Méditerranéen.

Les investissements (en participations, prêts, ou garanties) sont guidés par une approche « par la demande », au cas par cas, et par une analyse adaptée pour un partage des risques et des revenus et une démarche en alliance chaque fois que possible.

¹ Ne sont pas prises en compte les participations auprès d'alliances du Nord (Crédit Coopératif, Alterfin, Banca Etica, Oikocredit Oikos)

La SIDI donne priorité à l'investissement « patient » en fonds propres permettant de participer à la vie des institutions, à leur gouvernance chaque fois que souhaitable en partageant la vision, le risque et les résultats.

La mission d'accompagnement, rehaussée par un axe en soi d'engagement de la SIDI, fait désormais l'objet de la conduite continue de chantiers destinés à assurer la structuration, la consolidation et la pérennisation des organisations partenaires de la SIDI.

La SIDI a poursuivi également ses concertations avec les acteurs de l'environnement visant une meilleure efficacité des organisations qu'elle appuie par :

- des alliances locales pour renforcer des réseaux d'acteurs locaux et régionaux,
- la création d'instruments financiers assurant un effet de levier tels les fonds continentaux FEFISOL, SEFEA et FOPEPRO créés en partenariat avec d'autres investisseurs sociaux, la participation active, à des réseaux nationaux et continentaux.

L'investissement moyen en 2017 est de 286 K€ (278 K€ en 2016).

Le portefeuille SIDI se caractérise en 2017 par (i) 53 % de participation (53.6 % en 2016), (ii) 46 % de prêt (45 % en 2016) et 1 % de garantie (1 % en 2016). On notera la constance de la proportion des modalités malgré la croissance soutenue (flux d'investissement de 8 358 K€ et de désinvestissement de 4 727 K€).

1. Présentation des comptes de résultats

Analyse du résultat d'exploitation

Le chiffre d'affaires 2017 est de 1 680 836 € comprenant les prestations du CCFD, de FEFISOL ainsi que les cofinancements, en réduction par rapport à 2016 (1 736 620 €), comme suit :

	2017	2016
Contribution C.C.F.D. accompagnement des partenaires SIDI	1 118 969	1 118 762
Cofinancements	282 162	387 012
Prestations FEFISOL	279 705	230 554
Total CA	1 680 836	1 736 328
Dont Chiffre d'affaires - Partenaires	1 264 465	1 330 137
Dont Chiffre d'affaires - France/UE	406 191	406 191

Chiffre d'affaires - Partenaires

Le chiffre d'affaires partenaires est constitué pour l'essentiel par la réalisation de prestations d'assistance technique et de missions d'appui/conseil au profit des institutions locales de financement et des partenaires locaux. Ces prestations concernent le développement de missions d'assistance technique et de conseil auprès des partenaires tant par l'équipe opérationnelle (permanents et consultants rémunérés et bénévoles) que par la Direction. La majorité des ressources est consacrée à des prestations d'assistance technique, de conseil, de suivi et formation, réalisées sur le terrain dans les différents pays d'intervention.

Les financements extérieurs

Comme précisé dans le tableau ci-dessus, les recettes proviennent essentiellement du CCFD-Terre Solidaire pour 1 118 969 € afin d'assurer la mission d'accompagnement aux partenaires SIDI et d'organismes institutionnels français et internationaux pour 282 162 €. FEFISOL a permis de générer 279 705 € de prestations, dans le cadre du mandat de gestion de la SIDI pour ce fonds.

L'ensemble de ces recettes est en très légère hausse par rapport à 2016, malgré une baisse significative de cofinancements hors FEFISOL.

Tableau de répartition des cofinancements des partenaires SIDI

En Euros

Pays	Partenaires	Financeurs	Montants	Dont transferts aux partenaires
RDC	CCRD	CCFD	15 256	15 256
RDC	CCRD	Fond. Gilles	22 000	22 000
Afrique	MAIN	AFD- Ginko	7 200	
Total cofinancements - SIDI			44 256	37 256

Par ailleurs, la BEI (Banque Européenne d'Investissement) et PROPARCO contribuent au financement de l'assistance technique en faveur des bénéficiaires de FEFISOL, dont les contrats de prestations, confiés à des experts extérieurs, sont gérés par SIDI.

Pour rappel, montants des engagements	Financeurs	Euros
A.T. FEFISOL	BEI	1 000 000
A.T. FEFISOL	PROPARCO	330 000
A.T. FEFISOL	Ministère des Finances Luxembourg	200 000
A.T. FEFISOL (complément 2017)	Ministère des Finances Luxembourg	100 000

Les sommes transférées aux prestataires d'assistance technique représentent un montant de 237 706 € dans le cadre de l'AT FEFISOL, auxquels s'ajoutent des frais administratifs de 49 119 € (financés par la BEI), et du Ministère des Finances du Luxembourg pour 27 500 € et perçus par la SIDI SCA.

Commentaires sur les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation SIDI s'élèvent en 2017 à 2'867 K€ (2 991K€ en 2016, soit une réduction de 4%) et se décomposent en deux catégories : d'une part les charges dédiées aux opérations sur le terrain, c'est-à-dire l'ensemble des frais liés à la mission d'accompagnement des partenaires (appui/conseil et réflexions thématiques et transversales) et d'autre part, les charges de siège qui couvrent les frais liés à la vie de la chaîne de solidarité pour le financement au Nord, soit communication, frais de fonctionnement et ressources humaines autres que celles affectées aux opérations, cf. annexe 9.

De plus, on constate une augmentation de 4% par rapport à 2016 des frais de personnel. Au 31/12/2017, le personnel SIDI est constitué de 25 personnes en effectif moyen annuel.

La SIDI a recruté un nouveau chargé de partenariat afin de renforcer l'équipe terrain.

Les charges « opérations »

La SIDI est aujourd'hui en lien avec plus de 100 institutions dans les pays du Sud et de l'Est dont près de 70 ont bénéficié en 2017 d'un financement sous forme de prêt, de prise de participation ou de garantie. Plus de deux tiers d'entre elles bénéficient également d'un accompagnement technique sous différentes formes adaptées à l'expression des besoins et à la demande.

Etant actionnaire d'une trentaine d'institutions, la SIDI siège au CA et l'accompagnement est fourni à travers des échanges réguliers à distance et des missions ponctuelles auprès des partenaires, réalisées par une équipe de 13 responsables géographiques appuyés par le Directeur Général et la Responsable du Développement des Partenariats (RDP) et par une vingtaine de consultants bénévoles, dont l'action est coordonnée par la Responsable de l'Accompagnement et de l'Assistance Technique (RACAT).

Les dépenses engagées en 2017 pour l'accompagnement des partenaires s'élèvent à 1'340 K€, dont 239 K€ de prestations contractualisées auprès d'experts externes sur cofinancement FEFISOL.

Charges « siège »

Les charges 2017 affectées au siège s'élèvent à 1'051K€. Au cours du plan, une évolution organisationnelle a été réalisée à l'initiative du DG, avec la mise en place d'un comité de coordination qui a permis de mieux cerner les charges strictement réalisées au siège : tant pour coordonner et appuyer l'ensemble des opérations que pour assurer les fonctions de back office, de suivi de portefeuille, d'administration générale et de communication.

Répartition des charges

En k€	2017	2016
Charges opérations	1.839	1.940
Charges siège	1.028	1.051
Total charges	2.867	2.991

Le résultat d'exploitation 2017 est négatif de - 996.980 € en amélioration par rapport à 2016 (- 1.073.746 €).

Analyse du résultat financier

	2017	2016
Produits financiers		
Revenus du portefeuille (prêts et participations)	1 485 016	1 356 222
Revenus de placement	42 054	61 316
Revenus du F.I.D.	350 239	42 566
Gains de change	354	182 994
Gains de change liés au portefeuille	61 363	188 751
Reprise de provisions	152 547	411 210
Autres produits	2 368	1 578
Total des produits	2 093 940	2 244 637
Charges financières		
Dotations pour risques financiers	28 000	5 042
Dotations pour risques financiers - Participations	1 053 087	76 504
Sous-total Dot. Prov. R&C financières	1 081 087	81 546
Intérêts sur emprunts	31 326	40 214
Intérêts sur compte courant		2 022
Perte sur participation - SEFEA		24 000
Perte sur cessions actions - Valeur Mobilière Placement	2 650	6 217
Pertes de change	253 457	8 498
Pertes de change liées au portefeuille	254 350	130 652
Total des charges	1 622 869	293 149
Résultat financier	471 071	1 951 488

Commentaires sur les produits financiers

Quant aux flux des revenus de portefeuille (Dividendes, intérêts sur prêts, commissions d'engagement et commissions sur garanties), ils s'élèvent à 1 538 K€ (1 485 K€ en 2016). Cette augmentation s'explique par la diversification du portefeuille rendue possible par la croissance du capital.

Les revenus financiers de placement pour un montant de 42 K€ ont diminué par rapport à 2016 (61,3 K€). Le FID quant à lui a bénéficié des effets d'une bonne gestion : la performance de ses placements a généré des revenus financiers pour un montant de 350 239 €, ce qui est bienvenu vu l'importance que représente le FID pour le modèle économique de la SIDI.

Concernant les gains de change, la tendance initiée et observée depuis 2014 dont 371 K€ en 2016 après le 'pic' observé de 662 K€ en 2015, ne s'est pas confirmée en 2017 et cela dans les comptes de la SIDI a eu un impact conséquent, cette année, par rapport à 2016. La gestion des opérations en USD a en effet généré en 2017 des gains et des pertes de change sur investissements (prêts et participations) mentionnés distinctement dans le compte de résultat pour respectivement 61 362 € (gains) et 254 350 € (pertes).

La reprise de provision pour un montant de 152.547 € est répartie comme suit :

- 147.505 € sur la participation de FOPEPRO
- 5.042 € sur les obligations MEESCHAERT

Commentaires sur les charges financières

La SIDI enregistre en 2017 des provisions sur instruments financiers pour un montant total de 1.081.087 €, qui se décomposent comme suit :

1. Provisions sur l'activité courante hors champ du FID :

- Participation KAMPANI : 556 €
- BNTM dédié à l'enveloppe de garantie : 28.000 €
- Dépôt à terme (DAT) auprès de FINANCOOP-CHILI pour 294.832 € et ses intérêts courus (41.214 €).

2. Provisions sur l'activité du portefeuille.

Pour mémoire, les provisions sur l'activité de portefeuille sont imputables sur le Fonds d'Incitation et de Développement – FID que la SIDI a constitué et dont l'évolution présente le profil suivant :

Membre du FID	2014	2015	2016	2017
Congrégation des Auxiliatrices	1 787 632,12	1 693 038,17	1 640 106,65	1 976 553,76
CCFD- Terre Solidaire	621 703,36	588 812,20	570 407,44	526 815,32
Total au 31/12/2017	2 409 335,48	2 281 850,37	2 210 514,09	2 503 369,09
Risque Impacté sur le périmètre du FID	1 037 232,62	1 216 491,75	1 816 802,12	3 219 853,23
Risque/Total FID	43%	53%	82%	128 %

Les provisions imputables au FID s'élèvent au 31/12/2017 à 3 219 853.22 € (31/12/2016 = 1 816 802.12 €). Ces provisions requièrent une couverture supérieure au reliquat du FID.

Par conséquent, la SIDI est tenue à provisionner les risques résiduels sur ses fonds propres, soit pour un montant de 716 484.14 € qui se répartissent comme suit² :

- Écart de conversion : 133.833 €
- Participations : 354.888 €
- Prêts 227.763 €

Par ailleurs, les cessions sur obligations chez MEESCHAERT représentent un montant de 2 650 €.

Les pertes de change sur l'exercice 2017 s'élèvent à 507 687 €, et sont réparties comme suit :

- 241.539 € sur les opérations des comptes bancaires en dollar américain (USD) dont 150 966 € concernant des placements de trésorerie en USD.
- 11.798 € sur les opérations des comptes bancaires en devises hors USD
- 254.350 € sur les opérations d'investissement et de prêts

La SIDI enregistre ces provisions qui affectent fortement son résultat. Son action en 2017 et 2018 devrait permettre de rétablir cette situation par une forte réduction des effets du risque de change.

En conclusion, le résultat financier reste positif en 2017 à 471 071€ mais en nette réduction par rapport à 2016 (1 951 488€).

Analyse du résultat exceptionnel

	2017	2016
Produits exceptionnels		48 616
Charges exceptionnelles		4 688
Résultat exceptionnel	-	43 928

Commentaires sur les produits et charges exceptionnels

L'année 2017 n'a pas dégagé de produits et charges exceptionnels. Le résultat exceptionnel est donc nul.

Résultat de l'exercice 2017

Le Rapport de Gestion 2016 avait enregistré un résultat net positif de 921 669 € assorti du commentaire suivant : « Ce résultat permet de consolider la situation patrimoniale de la SIDI et contribuer à assurer la couverture des risques à-venir ».

De fait, c'est le cumul des résultats passés et le niveau de réserve de plus de 5 millions d'Euros qui permettent à la SIDI d'absorber le résultat net négatif purement conjoncturel de cet exercice 2017 s'élevant à - 525 909 €.

Ce résultat s'explique donc par les fortes provisions liées au portefeuille sur fonds propres SIDI tandis que le résultat 2017 hors provisions sur le portefeuille est positif d'environ 200 000 €.

² Méthode de répartition : le risque non couvert par le FID est réparti au prorata des risques liés aux portefeuilles de prêt et de participations ainsi qu'à à l'écart de conversion et ce par rapport au risque total

2. Présentation des comptes de bilan

Les emplois

En Euros	2017	2016
EMPLOIS		
<u>Emplois stables</u>	-	-
Immobilisations corporelles	40 583	42 915
Immobilisations financières		
- Participations	12 903 918	11 298 616
- Placements FID à LT.	3 370 338	2 493 278
- Prêts	11 309 215	9 768 490
- Autres immobilisations	154 808	154 808
- Intérêts courus sur prêts	106 303	103 923
Total Emplois stables	27 885 165	23 862 031
<u>Valeurs d'exploitation</u>	-	-
Clients	103 131	129 881
Cofinancements : AT FEFISOL	270 000	444 592
Autres : Etat	106 148	58 233
Débiteurs divers	60 865	45 032
Charges constatées d'avance	30 189	22 487
Sous-total Valeurs d'exploitation	570 333	700 225
<u>Liquidités</u>	-	-
Valeurs mobilières de placement	6 949 521	8 220 988
Disponibilités	3 742 703	3 161 649
Caisses	6 529	5 408
Sous-total Liquidités	10 698 753	11 388 045
TOTAL DES EMPLOIS	39 154 251	35 950 301

Les faits marquants sont :

- On constate une hausse continue des participations, +14% par rapport à 2016 en tenant compte des provisions non couvertes par le FID (+38% hors provision en 2016 des participations par rapport à 2015).
- Les placements FID ont augmentés de 35% par rapport à ceux de 2016, par la combinaison de meilleurs placements et d'une importante contribution complémentaire en 2017.
- Les prêts ont augmentés de plus de 15 % par rapport à 2016 en tenant compte des provisions non couvertes par le FID, ils avaient crû de 4 % en 2016 par rapport à 2015 (hors provisions).

h

Les ressources

En Euros	2017	2016
RESSOURCES		
<u>Ressources stables</u>	-	-
Capital	25 164 360	22 021 608
Réserves :		
- Réserve légale	2 202 160	2 007 844
- Autres réserves	3 068 739	2 349 549
Résultat de l'exercice	-525 909	921 669
<u>Dettes à long terme</u>	-	-
Actionnaires (comptes courants d'associés)	5 008	312 196
Actionnaire – SIDI GESTION	10 000	10 000
CCA - FID	2 503 369	2 210 514
CCA - Personnes physiques	334 736	334 736
CCA - Personnes morales	873 502	873 502
CCFD - Fonds d'Investissement Rural	-	1 000 000
Concours bancaires	1 347 783	2 231
Total Ressources stables à LT.	5 074 398	4 743 179
<u>Ressources stables d'exploitation</u>	-	-
Provisions pour risques de change	133 833	-
Provisions pour risques et charges	171 668	156 438
Total Ressources stables d'exploitation	305 501	156 438
<u>Dettes courantes</u>	-	-
Fournisseurs d'exploitation	74 392	44 530
Dettes fiscales et sociales (Urssaf etc)	597 594	579 732
Dettes diverses d'exploitation	30 584	54 553
Investissements engagés à réaliser en 2018	322 756	877 472
Produits constatés d'avance	561 939	735 197
Sous-total Dettes d'exploitation	1 587 264	2 291 484
<u>Financements à court terme</u>	-	-
Billets à ordre (BAO) pour acquisition sicav Solidarité	2 277 739	1 458 529
Sous-total Ressources à court terme	2 277 739	1 458 529
TOTAL DES RESSOURCES	39 154 251	35 950 301

Le capital, variable depuis le changement de statut de la SIDI en 2013, a augmenté de 14% par rapport à celui du 31 décembre 2016, ayant lui même augmenté de plus de 9% par rapport à celui du 31 décembre 2015.

La SIDI a remboursé durant cet exercice au CCFD - Terre Solidaire et à sa demande sa contribution de 1 000 K€ au Fonds d'Investissement Rural.

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement des bailleurs de fonds de BEI, PROPARGO pour constituer le fonds d'Assistance Technique au profit des bénéficiaires de FEFISOL.

La trésorerie de la SIDI a diminué et est passée de 9.929 k€ en 2016 à 8.421 k€ en 2017.

La SIDI avait réduit ses emprunts à fin 2016, notamment par les billets à ordre contractés auprès des fonds de l'épargne salariale. L'augmentation conséquente du capital en 2017 s'expliquant par la négociation des moyens dont la SIDI a besoin pour réaliser l'ambitieux plan stratégique adopté par ses instances a été possible également par la reconduction de ces modalités d'emprunts (voir tableau des emprunts en annexe 8). Le total des emprunts en cours à fin 2017 est de 2 200 000 €, ce qui représente une augmentation de 56% par rapport à 2016. L'ensemble de ces opérations sont réalisées dans le cadre des accès aux « poches solidaires » de SIDI agréée « Entreprise Solidaire ».

On détaillera cependant une coopération européenne qui s'inscrit bien dans la vision de la SIDI de créer des effets de levier et qui fait 'vivre l'Europe par le concret'. Dans le cadre d'un partenariat innovant, et ce, pour la troisième année, avec Banca Popolare Etica en Italie suite à un partenariat et une participation croisés, une ligne de crédit de 1 295 K€ a été ouverte auprès de cette banque éthique au profit de la SIDI dans le cadre d'une coopération vers l'Afrique³ pour des modalités de prêts en faveur de partenaires SIDI au Burkina Faso pour un montant de 503 K€, au Mali pour 457 K€ et au Zimbabwe pour 335 K€.

Le litige qui oppose la SIDI à l'Administration fiscale a fait l'objet d'un argumentaire circonstancié en défense du point de vue de la SIDI de ne pas reconnaître l'imposition territoriale relative au financement de l'accompagnement. La juridiction saisie par l'Administration fiscale, la Chambre Départementale des Impôts Directs et Taxes sur le Chiffre d'Affaires s'était déclarée en mai 2016 incompétente. Le Comité de Gérance maintient sa position de ne pas reconnaître cette dette fiscale s'élevant à près de 200 000 € par an sur les 3 derniers exercices.

3. Informations spécifiques

Par application de la loi, il est porté à la connaissance du Conseil de Surveillance les informations suivantes :

Aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

Les mentions concernant les détenteurs de capital visés par l'article 356-3 de la loi du 24 juillet 1966 sont les suivantes :

Principaux actionnaires	% capital ou droits de vote aux AG	% capital ou droits de vote aux AG
	31 / 12 / 2017	31 / 12 / 2016
CCFD-Terre Solidaire	> dixième	> dixième
Natixis Solidaire	< vingtième	> vingtième

³ Après d'autres coopérations établies avec Banca Popolare Etica en Palestine et dans les Pays andins,

0-9 **A** **B** **C** **D** **E** **F** **G** **H** **I** **J** **K** **L** **M** **N** **O** **P** **Q** **R** **S** **T** **U** **V** **W** **X** **Y** **Z**

5 A-7e-1

Axe 2

U.S. State Dept. on 2/11/2004. Only a summary of sensitive information is being provided to the document. Subject's disposition.

Annexes

Annexe 1 - Évolution des engagements

Principaux investissements (participations, prêts et garanties) réalisés en 2017 :

I - Participations

Pays	Partenaire	Nouvelle participation	
		DEVISE	EU
AFRIQUE	FEFISOL	EUR	945 000,00
AMERIQUE LATINE	SICSA	USD	177 010,47
EQUATEUR	BANCODESAROLLO	USD	663 192,80
PEROU (capitalisation du résultat)	CAFEPERU	SOL	20 034,00
PEROU (capitalisation du résultat)	FORTALECER	SOL	7 865,21
PAYS BAS	OIKO CREDIT	EUR	138,56
Total			1 813 241,04

II - Prêts et avances

Pays	Partenaire	Nouveau prêt		Remboursement du capital		Intérêts+ commission d'engagement
		DEVISE	EUR	DEVISE	EUR	
AFRIQUE CENTRALE EST	EAFUND	TZS	500 000,00	TZS	187 546,68	37 300,07
AFRIQUE DU SUD	SEF	ZAR	509 193,78	ZAR	50 919,38	35 314,90
AMERIQUE LATINE	SICSA	USD	473 709,14	USD		36 115,16
BOLIVIE	SEMBRAR SARTAWI	BOB	513 281,15	BOB		5 132,81
BURKINA FASO	ASIENA	FCFA		FCFA	152 449,02	23 981,08
BURKINA FASO	MOGTEDO	FCFA		FCFA	22 867,35	
BURKINA FASO	PAMF	FCFA	503 081,76	FCFA	503 081,76	24 483,25
BURKINA FASO	SINCO	FCFA		FCFA		2 744,09
COLOMBIE	AGROSOLIDARIA	COP		COP	23 225,76	5 234,21
COLOMBIE	CENCOIC	USD	134 012,33	USD	134 012,33	6 872,51
COTE D'IVOIRE	COOPARA	FCFA	53 357,16	FCFA	105 189,84	4 530,32
EGYPTE	EACD	EGP		EGP	109 968,56	
EQUATEUR	CAAP	USD	341 661,03	USD	285 221,79	17 934,13
EQUATEUR	COPROBICH	USD		USD	140 592,41	10 763,94
EQUATEUR	FONMSOEAM	USD		USD	93 773,44	
EUROPE	SEFEA	EUR		EUR		144,58
GUATEMALA	REDFASCO	USD		USD	58 492,77	18 963,94

GUINEE	WOKO	FCFA		FCFA		5 842,13
HAITI	COOPCAB	USD	150 803,59	USD	70 294,06	3 328,41
HAITI	FECCANO	USD	186 472,19	USD	233 799,50	8 518,87
HAITI	INDEPCO	USD		USD	83 438,42	
KOSOVO	KRK	EUR		EUR	240 000,00	59 436,00
LIBAN	FTTL	USD	236 854,57	USD	136 741,71	18 455,33
MADAGASCAR	LANZAN NY SAMBIRANO	EUR		EUR	111 000,00	1 502,30
MALI	KAFO	FCFA	999 999,95	FCFA		41 971,02
MAROC	ALAMANA	MAD	98 126,68	MAD	169 550,91	5 222,88
NIGER	FCMN NIYA	FCFA		FCFA	66 546,43	17 757,88
NIGER	FUCOPRI	FCFA	91 469,40	FCFA	77 748,99	17 125,78
NIGER	KOKARI	FCFA		FCFA	48 973,19	
NIGER	TAANADI	FCFA		FCFA	28 047,43	17 687,27
UGANDA	HOFOKAM	UGX		UGX	80 712,69	49 790,61
UGANDA	KATERERA	UGX	216 196,96	UGX	129 408,32	9 169,49
UGANDA	KIBINGE	USD	83 566,26	USD		425,57
UGANDA	RFCU	USD		USD	63 758,08	4 260,36
UGANDA	SEMULIKI	USD		USD	70 832,18	8 097,46
PALESTINE	ASALA	USD		USD	133 976,59	17 327,19
PEROU	CREDIFLORIDA	USD	255 340,88	USD		2 553,41
RDC	COOCEC	USD	189 483,66	USD		6 209,71
RDC	KALUNDU	USD	142 112,74	USD		6 619,31
RDC	KAWA KABUYA	USD	127 129,42	USD		1 271,79
RWANDA	ABAKUNDAKAWA	USD	278 890,02	USD	279 748,58	12 189,11
RWANDA	KOPAKAMA	USD	139 054,02	USD		16 599,59
SENEGAL	CREC	FCFA		FCFA	110 445,65	
SENEGAL	SENFIN	EUR		EUR	100 000,00	8 314,00
TANZANIE	MUCOBA	TZS		TZS		17 143,35
TANZANIE	MVIWAMBI	USD	143 607,87	USD		12 023,93
TOGO	FECECAV	FCFA		FCFA	18 293,88	0,00
TOGO	U-CMECS	FCFA		FCFA	60 979,61	21 639,29
TOGO	WAGES	FCFA		FCFA	83 846,96	18 688,55
TUNISIE	ENDA TAMWEEL	TND		TND	296 713,33	34 930,18
VIETNAM	ECOLINK	USD		USD	45 335,87	4 393,61
ZIMBABWE	UNTU	USD		USD		13 732,33
Total			6 367 404,56		4 607 533,47	691 741,70

III - Garanties

Pays	Partenaire	Nouvelle		Diminution de l'enveloppe		Commissions sur Garanties	
		devise	garantie	devise	en EUR	Observation	Montant
LAOS	FC						508,11
MADAGASCAR	VAHATRA			MGA	19 798,28		
MADAGASCAR	VAHATRA	MGA	178 068,82	MGA			3767,08
MOZAMBIQUE	IKURU			EURO	100 000,00		
Total		178 068,82			119 798,28		4 275,19

Récapitulatif des flux

Flux des revenus de portefeuille	1 538 906,35
Flux des investissements (participations + prêts + avances)	8 358 714,42
Flux des désinvestissements (participations + prêts + avances)	4 727 331,95

Annexe 2 - Synthèse du portefeuille des participations :

Comptes	Partenaires	Pays	Valeur bilan au 31/12/2016	Chiffre d'affaires au 31/12/2017	Résultat au 31/12/2017	Cession / radiation	Nouvelle participation ou augmentation	Nouvelle valeur bilan au 31/12/2017	% de détention
Structures de Financement de Proximité (SFP)									
PARTICIPATIONS	ACAD	PALESTINE	384 532	2 093 850	106 311	-	-	384 532	10,02%
PARTICIPATIONS	BANCODES	EQUATEUR	-	115 30 879	1 403 412	-	663 193	663 193	6,13%
PARTICIPATIONS	CAFEPERU	PEROU	821 161	3 669 371	30 683	-	20 034	841 195	49,23%
PARTICIPATIONS	CCRO	RDC	17 645	10 050	2 954	-	-	17 645	14,81%
PARTICIPATIONS	CONSOLID	COLOMBIE	100 220	-	-	-	-	100 220	59,75%
PARTICIPATIONS	CREDIFOL	PEROU	142 844	1 615 596	5 868	-	-	142 844	6,16%
PARTICIPATIONS	EAFUND	AFRIQUE CENTRALE EST	153 476	1 068 642	-	-	-	153 476	10,10%
PARTICIPATIONS	FC	LAOS	96 970	-	16 345	-	-	96 970	28,60%
PARTICIPATIONS	FDL	NICARAGUA	891 740	21 880 964	1 452 757	-	-	891 740	4,28%
PARTICIPATIONS	FEFISOL	AFRIQUE	3 200 000	1 257 607	396 343	-	945 000	4 145 000	17,40%
PARTICIPATIONS	FINANCOO	CHILI	448 541	6 432 833	18 300 152	-	-	448 541	8,31%
PARTICIPATIONS	FOPEPRO	AMERIQUE LATINE	498 330	393 456	215 146	-	-	498 330	31,18%
PARTICIPATIONS	FORTALEC	PEROU	413 653	367 534	32 092	-	7 865	441 518	29,48%
PARTICIPATIONS	ISHAKA	BURUNDI	43 842	78 851	73 370	-	-	43 842	12,14%
PARTICIPATIONS	KAMPANI	AFRIQUE	75 000	-	182 989	-	-	75 000	4,92%
PARTICIPATIONS	KRK	KOSOVO	339 977	4 245 799	1465 926	-	-	339 977	17,39%
PARTICIPATIONS	MICROINV	MOLDAVIE	187 062	2 920 937	528 089	-	-	187 062	3,42%
PARTICIPATIONS	SAINOFSU	URUGUAY	108 679	-	-	-	-	108 679	0,00%
PARTICIPATIONS	SICSA	AMERIQUE LATINE	307 773	820 529	187 303	-	177 010	484 784	13,33%
PARTICIPATIONS	SINERBF	BURUNDI FASO	78 225	11 342	66 923	-	-	78 225	11,86%
PARTICIPATIONS	SINERGI	NIGER	325 770	-	59 054	-	-	325 770	16,59%
PARTICIPATIONS	SIPEM	MADAGASCAR	272 927	3 195 354	426 405	-	-	272 927	16,00%
Sous-total (1)			9 108 960				1 813 102	10 922 062	
Institutions Financières (IF)									
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	BMS	MAU	552 469	74 825 335	12 860 599	-	-	552 469	2,41%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	CERUOE8	OUGANDA	475 024	65 681 658	22 207 062	-	-	475 024	11,59%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	CRG	GUINEE	171 576	1 960 847	333 030	-	-	171 576	18,90%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	TEMBKA	AFRIQUE DU SUD	380 940	-	-	-	-	380 940	68,54%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	YETU	TANZANIE	435 800	456 048	101 096	-	-	435 800	15,08%
Sous-total (2)			2 016 709				-	2 016 709	
Entreprises									
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	FTL	LIBAN	2 778	852 166	300 196	-	-	2 778	7,27%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	IKURU	MOZAMBIQUE	123 688	185 683	1 921	-	-	123 688	22,50%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	KAYORENA	SENEGAL	22 868	-	-	-	-	22 868	31,58%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	NUTRIZAZ	MADAGASCAR	100 529	463 367	42 216	-	-	100 529	22,00%
Sous-total (3)			249 863				-	249 863	
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	BANKETIC	ITALIE	49 968	-	-	-	-	49 968	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	CCOOP	FRANCE	3 418	-	-	-	-	3 418	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	OUKOGRO	PAKS BAS	6 996	-	-	-	139	7 135	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	DIKOS	DANEMARK	26 825	244 865	25 655	-	-	26 825	3,97%
Sous-total (4)			85 207				139	85 346	
AUTRES IMMO FIN TIAP	KOKARI	NIGER	3 430	256 340	150 283	-	-	3 430	15,79%
AUTRES IMMO FIN TIAP	SIFEA	EUROPE	161 000	-	-	-	-	161 000	4,37%
AUTRES IMMO FIN TIAP	SOLIDARI	EQUATEUR	165 355	116 556 733	8 012 892	-	-	165 355	0,77%
Sous-total (5)			379 885				-	379 885	
AUTRES IMMO FIN TIAP	ALTERFIN	BELGIQUE	95 225	-	-	-	-	95 225	0,93%
AUTRES IMMO FIN TIAP	DAMAN	PALESTINE	4 497	400	138	-	-	4 497	33,33%
Sous-total (6)			99 722				-	99 722	
TOTAL GENERAL			11 645 745				1 813 241	13 702 946	

Annexe 3 - Synthèse du portefeuille des prêts

Noms	Pays	Valeur bilan au 01/01/2017	Augmentation	Remboursement des prêts	Pertes	Transfert des prêts (Transféré)	Transfert des prêts (Reçu)	Différence de change	Valeur bilan au 31/12/2017
ECOLINK	VIETNAM	67 004,84		45 335,87				7 046,99	28 715,96
KRK	KOSOVO	1 200 000,00		240 000,00					960 000,00
IOESI	PEROU	347 294,58							347 294,58
CREDIFLO	PEROU		255 340,88						255 340,88
FONMISOEA	EQUATEUR	88 660,34		93 773,44				5 113,10	0,00
COPROBI	EQUATEUR	141 482,74		126 867,03				-13 725,38	890,33
JAMBIK	EQUATEUR	5 215,78							5 215,78
CAAP	EQUATEUR		341 661,03	118 930,59				-3 155,16	219 575,28
CAAP	EQUATEUR	36 366,38		47 980,04				11 613,66	0,00
CAAP	EQUATEUR	168 760,54		158 612,37				-10 148,17	0,00
CENCOIC	COLOMBIE		134 012,33	127 670,44				-6 341,89	0,00
SEMRAR	BOLIVIE		513 281,15					-6 960,17	513 281,15
AGROSOLI	COLOMBIE	23 225,76		16 265,59					0,00
AGROSOLI	COLOMBIE	44 658,61							44 658,61
AGROSOLI	COLOMBIE	77 502,61							77 502,61
REDFASCO	GUATEMALA	65 329,67		13 594,31				1 771,28	53 506,64
REDFASCO	GUATEMALA	225 367,42		44 898,46				8 302,74	188 771,70
SICSA	AMERIQUE LATINE	468 867,22	473 709,14						942 576,36
SEF	AFRIQUE DU SUD		509 193,78	45 929,50				-4 989,88	458 274,40
UNTU	ZIMBABWE	335 860,28							335 860,28
MUCOBA	TANZANIE	144 759,70							144 759,70
MVIVAMBI	TANZANIE	113 186,19							113 186,19
MVIVAMBI	TANZANIE		46 457,61						46 457,61
MVIVAMBI	TANZANIE		97 150,26						97 150,26
PHILEOL	MADAGASCAR	29 894,13							29 894,13
LANZASAM	MADAGASCAR	111 000,00		111 000,00					0,00
FANOHANA	MADAGASCAR	41 000,00							41 000,00
FTTL	LIBAN	34 304,17		10 419,27		31 580,61		7 695,71	0,00
FTTL	LIBAN		110 532,14				126 322,43		236 854,57
EACD	EGYPTE	109 958,56		46 560,47				-63 408,09	0,00
ASALA	PALESTINE	458 043,24		132 620,60				1 752,16	327 174,80
INDEPCO	HAITI	83 438,42			83 438,42				0,00

FECCANO	HAITI	47 160,91	186 472,19	218 952,56	-14 680,54	0,00
COOPCAB	HAITI	47 160,91	23 133,15	67 282,68	-3 011,38	0,00
COOPCAB	HAITI		127 670,44	169 550,91	5 727,78	127 670,44
ALAMANA	MAROC	163 823,13				0,00
ALAMANA	MAROC		98 126,68	219 054,82	-77 658,51	98 126,68
ENDA	TUNISIE	296 713,33				0,00
ENDA	TUNISIE	500 000,00				500 000,00
TAANADI	NIGER	107 630,43		28 047,43		79 583,00
FCMINIYA	NIGER	76 224,51		51 247,76		24 976,75
FCMINIYA	NIGER	15 244,90		15 244,90		0,00
FCMINIYA	NIGER	328 500,00		53,77		328 446,23
FUCOPRI	NIGER	25 916,33		25 916,33		0,00
FUCOPRI	NIGER	25 916,33		25 916,33		0,00
FUCOPRI	NIGER	121 959,21				121 959,21
FUCOPRI	NIGER	25 916,33		25 916,33		0,00
FUCOPRI	NIGER		39 636,74			39 636,74
FUCOPRI	NIGER		25 916,33			25 916,33
KOKARI	NIGER			48 973,19		0,00
FUCOPRI	NIGER	48 973,19				25 916,33
KAFO	MALI					999 999,95
PAMF8F	BURKINA FASO	503 081,76		503 081,76		0,00
PAMF8F	BURKINA FASO					503 081,76
MOGTEDO	BURKINA FASO	22 867,35			22 867,35	0,00
ASIENA	BURKINA FASO	304 898,03		152 449,02		152 449,01
SINCO	BURKINA FASO	57 000,00				57 000,00
SINCO	BURKINA FASO	43 000,00				43 000,00
WOKO	GUINEE	86 364,07				86 364,07
EAFUND	AFRIQUE CENTRALE EST	72 285,68		76 435,56	4 149,88	0,00
KATERERA	OUGANDA		134 775,40	75 424,51		59 350,89
EAFUND	AFRIQUE CENTRALE EST		500 000,00			500 000,00
KIBINGE	OUGANDA		83 566,26			83 566,26
KATERERA	OUGANDA		81 421,56			81 421,56
EAFUND	AFRIQUE CENTRALE EST	444 444,44		111 111,12		333 333,32
KATERERA	OUGANDA	53 983,81		48 982,42	-5 001,39	0,00
HOFOKAM	OUGANDA	403 563,46		72 056,26	-8 656,43	322 850,77
RFCU	OUGANDA	63 758,08		61 591,10	-2 166,98	0,00
SEMULIK	OUGANDA	186 249,03		70 832,18		115 416,85
WAGES	TOGO	251 540,88		83 846,96		167 693,92
UCMECS	TOGO	304 898,03		60 979,61		243 918,42

Annexe 4 - Synthèse des garanties

Date de la convention	Date de fin	Bénéficiaire	Pays	DEVISE	Montant en DEVISE	Montant des engagements en EUR	Date main levée	Main levée de la garantie ou diminution	En cours SIDI au 31/12/2017
07/07/2015	31/12/2099	DAMAN	PALESTINE	EUR	100 000,00	100 000,00			100 000,00
17/05/2013	31/07/2019	FC	LAOS	LAK	800 000 000,00	70 190,92			70 190,92
02/11/2016	02/12/2017	IKURU	MOZAMBIQUE	EUR	100 000,00	100 000,00	02/12/2017	100 000,00	
18/05/2015	01/07/2017	VAHATRA	MADAGASCAR	MGA	70 106 996,94	19 798,28	20/07/2017	19 798,28	
06/09/2017	31/10/2020	VAHATRA	MADAGASCAR	MGA	277 500 000,00	70 591,57			70 591,57
24/11/2017	31/12/2020	VAHATRA	MADAGASCAR	MGA	422 500 000,00	107 477,25			107 477,25
Total						468 058,02		119 798,28	348 259,74

Annexe 5 - Comptes de résultats

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires		
Contribution C.C.F.D. accompagnement des partenaires SIDI	1 118 969	1 118 762
Cofinancements	44 456	36 422
Cofinancements - AT FEFISOL	237 706	350 590
Prestations partenaires - FEFISOL	279 705	230 553
Produits du portefeuille (jetons de présence, commissions ...)	69 606	85 303
Produits d'activités	63 124	62 820
Reprise prov. & transfert de charges	57 411	33 580
Total des produits	1 870 977	1 918 032
Charges d'exploitation		
Charges d'exploitation courante	764 604	713 894
Frais de personnel	1 753 400	1 689 398
Dotations aux amortissements	16 718	12 531
Dotations pour charges	15 230	33 189
Pertes sur créances	-	111 827
Subventions accordées	37 256	34 030
Prestations de service pour AT FEFISOL	237 706	350 590
Autres charges	43 043	46 320
Total des charges	2 867 957	2 991 778
Résultat d'exploitation	-996 980	-1 073 746
Produits financiers		
Revenus du portefeuille (prêts et participations)	1 485 016	1 356 222
Revenus de placement	42 054	61 316
Revenus du F.I.O.	350 239	42 566
Gains de change	354	182 996
Gains de change liés au portefeuille	61 363	188 751
Reprise de provisions	152 547	411 210
Autres produits	2 368	1 578
Total des produits	2 093 940	2 244 637
Charges financières		
Dotation pour risques financiers	1 081 087	81 546
Intérêts sur emprunts	31 326	40 214
Intérêts sur compte courant	-	2 022
Pertes sur participation - SEFEA	-	24 000
Cessions actions - Valeur Mobilière Placement	2 650	6 217
Pertes de change	253 457	8 498
Pertes de change liées au portefeuille	254 350	130 652
Total des charges	1 622 869	293 149
Résultat financier	471 071	1 951 488
Produits exceptionnels	-	48 616
Charges exceptionnelles	-	4 688
Résultat exceptionnel	-	43 928
Impôts sur le résultat		
Résultat net	-525 909	921 669

Annexe 6 - Bilan comptable

ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016	PASSIF	EXERCICE 2017	EXERCICE 2016
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					Capital	25 184 360	22 021 608
Logiciels	50 944	50 545	399		Réserves		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					Réserve légale	2 202 160	2 007 844
Installations, agencements	195 333	164 499	30 834	36 438	Autres réserves	3 068 739	2 349 549
Matériel de bureau et informatique	94 645	85 295	9 350	6 477	Résultat de l'exercice	545 909	921 659
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations	13 702 986	799 068	12 903 918	11 298 616			
Prêts	11 536 978	227 763	11 309 215	9 768 490			
Autres immobilisations financières	154 808		154 808	154 808			
Intérêts courus sur prêts	106 303		106 303	103 923			
TOTAL (I)	25 841 999	1 327 172	24 514 827	21 368 753	TOTAL (I)	29 809 399	27 300 670
ACTIF CIRCULANT					PROVISIONS		
CREANCES					Provisions pour risques de change	133 833	
Clients	110 740	7 609	103 131	129 681	Autres provisions	171 668	156 438
Cofinancements - AT FEFISOL	270 000		270 000	444 592	TOTAL (II)	305 501	156 438
Autre - Etat	106 148		106 148	56 233	DETTES		
Debiteurs divers	60 865		60 865	45 032	CCA - Actionnaires	5 008	312 196
					Actionnaire - SIDI GESTION	10 000	10 000
					CCFD - Fonds d'investissement Rural		1 000 000
					CCA - FID	2 503 369	2 210 514
					CCA - Personnes morales	873 502	873 502
					CCA - Personnes physiques	334 736	334 736
					Emprunts (Billets à Ordre)	2 277 739	1 458 529
					Concours bancaires	1 347 762	2 231
					Sous-total Dettes à long terme	7 352 137	6 201 709
					Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 392	44 530
					Dettes fiscales et sociales (Urssaf etc)	597 594	579 732
					Investissements à réaliser en 2018	322 756	877 472
					Autres dettes	30 584	54 553
					Sous-total Dettes courantes	1 025 225	1 554 289
COMPTES DE REGULARISATION					COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	30 189		30 189	22 487	Produits constatés d'avance	561 939	735 197
TOTAL (III)	15 011 079	371 656	14 639 423	14 541 548	TOTAL (III)	8 939 463	8 493 194
TOTAL GENERAL (I+II+III)	40 853 079	1 698 827	39 154 251	35 950 301	TOTAL GENERAL (I+II+III)	39 154 251	35 950 301

Rapport de Gestion SIDI 2017

24/20

Annexe 7 - Ressources externes

3.1. Cofinancements bailleurs

PAYS	PROJETS	FINANCEURS	MONTANT DE LA CONVENTION	MONTANTS RECUS	MONTANTS A RECEVOIR	ACTIVITES /PRODUITS	Transfert à Projets 2017
RDC	CCRD	CCFDMUS2	41 500,00	41 500,00	0,00	18 366,35	15 255,53
RDC	CCRD	GILRDC	20 000,00	12 000,00	8 000,00	1 000,00	20 000,00
	Sous-total CCRD		61 500,00	53 500,00	8 000,00	18 366,35	15 255,53
RDC	RDCO	CCFDMUS2	41 500,00	41 500,00	0,00	9 000,00	11 056,50
RDC	RDCO	GILRDC	20 000,00	20 000,00	0,00	9 055,75	10 944,25
	Sous-total AUTRE - RDC		61 500,00	61 500,00	0,00	18 055,75	22 000,75
RESEAU AFRIQUE	RESMAIN1	GINKGO	7 200,00	0,00	7 200,00	10,00	7 200,00
	Sous-total RESEAU MAIN		7 200,00	0,00	7 200,00	0,00	7 200,00
SENEGAL	JARINOO	MERKUR	21 341,00	21 341,00	0,00	0,00	716,36
	Sous-total JARINOO JANT BI		21 341,00	21 341,00	0,00	0,00	716,36
SENEGAL	UGPM	CRLUGPM	10 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00
	Sous-total UGPM		10 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00
TOGO	FECECAV	ADAFECEC	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	2 817,70
	Sous-total FECECAV		10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	2 817,70
Total COFINANCEMENTS			171 541	151 341	20 200	36 422	44 456
							52 856
							37 256

3.2 Cofinancements FEFISOL

PAYS	AUTRES	FINANCEURS	MONTANT DE LA CONVENTION	MONTANTS RECUS	MONTANTS A RECEVOIR	ACTIVITES/PRODUITS	Charges SIDI	
							2017	2018
		THEFFAT BEI	1 000 000,00	800 000,00	200 000,00	270 612,08	154 101,33	188 741,12
		THEFFAT FEFILOCA	217 325,63	217 325,63	0,00	48 805,69	38 469,06	43 894,34
		THEFFAT MIFILUX2	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	17 796,00	77 704,00
		THEFFAT MINISFIN	200 000,00	200 000,00	0,00	14 585,00	0,00	88 286,00
		THEFFAT PROPARGO	330 000,00	260 000,00	70 000,00	16 587,53	27 339,71	110 457,49
		Sous-total Facilité FEFISOL AT	1 847 325,63	1 577 325,63	270 000,00	350 590,30	237 706,10	509 082,95
Total COF.			1 847 326	1 577 326	270 000	350 590	237 706	509 083
								237 706

Annexe 8 – Emprunts

N° COMPTES	NOMS		DUREE DE L'EMPRUNT	ÉCHEANCE DE REMB	DATE OCTROI	DATE DE VERSEMENT	MONTANT	CAPITAL RESTANT Dû EN DEVISE	CAPITAL REMB. EN EUR	TOTAL EUR COURS AU 31/12/2017	SOLDE COMPTA EN EUR	INTERETS COURS
164 405	CC BAO CONFIANCE SOLAIRE	36	3 années	31/01/17	31/01/14	31/01/14	200 000	200 000	200 000			
164 406	CC BAO FAIM & DEVELOP EQUILIBRE	48	4 années	31/01/18	31/01/14	31/01/14	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	
164 407	BAO FAIM & DEVELOP TRESO	60	5 années	31/01/19	31/01/14	31/01/14	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	
TOTAL 1644						EUR	700 000	700 000	200 000	500 000	500 000	10 373
164 703	80 AMUNDI FINANCE ET SOLIDARITE	36	3 années	26/11/18	27/11/15	27/11/15	400 000	400 000		400 000	400 000	
TOTAL 1647						EUR	400 000	400 000		400 000	400 000	4 000
164 802	BAO NATIXIS SOLIDAIRE	36	3 années	15/01/18	14/01/15	14/01/15	300 000	300 000		300 000	300 000	
164 803	BAO - NATIXIS SOLIDAIRE	48	4 années	26/06/21	28/06/17	28/06/17	500 000	500 000		500 000	500 000	
164 804	BAO - NATIXIS	60	5 années	27/06/22	28/06/17	28/06/17	500 000	500 000		500 000	500 000	
TOTAL 1648						EUR	1 300 000	1 300 000		1 300 000	1 300 000	16 749
									200 000	2 200 000	2 200 000	31 122

Compte de résultat 2017

	2017	2016	2015	2014	2013
Charges d'exploitation					
Salaires et traitements	12 737	12 737	12 737	12 737	12 737
Charges sociales	923 873	923 873	923 873	923 873	923 873
Charges de personnel	936 610	936 610	936 610	936 610	936 610
Dotations aux amortissements	36 673	36 673	36 673	36 673	36 673
Dotations aux provisions	10 970	10 970	10 970	10 970	10 970
Charges de matériel	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de transport	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de communication	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de publicité	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de location	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de maintenance	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de réparation	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de fourniture	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de consommation	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de transport	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de communication	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de publicité	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de location	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de maintenance	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de réparation	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de fourniture	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charges de consommation	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	2 853 071	2 891 776	3 209 400	2 887 958	-11%
Produits d'exploitation					
Ventes de produits	1 958 818	1 918 031	1 958 500	1 870 977	-1%
Ventes de services	1 958 818	1 918 031	1 958 500	1 870 977	-1%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 958 818	1 918 031	1 958 500	1 870 977	-1%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-894 253	-973 745	-1 250 900	-1 016 981	-11%

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS					
Charges financières	684 460	293 149	150 000	1 622 868	982%
Produits financiers	1 909 711	2 244 638	1 493 521	2 093 939	40%
TOTAL CHARGES FINANCIERES	684 460	293 149	150 000	1 622 868	982%
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1 909 711	2 244 638	1 493 521	2 093 939	40%
RESULTAT FINANCIER	1 225 251	1 951 489	1 343 521	476 071	-7%

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS					
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	741 073	1 468	0	0	0
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 581 478	48 816	0	0	0
RESULTAT EXCEPTIONNELS	840 405	47 348	0	0	0
RESULTAT NET	1 065 656	2 001 837	1 343 521	476 071	-7%

Annexe 10 - Gouvernance d'entreprise

Conformément à l'évolution réglementaire, le présent Rapport de Gestion documente les principaux faits de la gouvernance de la SIDI pour l'exercice 2017 :

Les mandataires sociaux (Gérants de SIDI SCA) désignés par le Commandité SIDIGestion SAS sont MM. Dominique Lesaffre (par ailleurs Directeur Général de SIDI SCA), Jean-Baptiste Cousin et Maximilien de Meulenaere pour une durée (renouvelable) de quatre ans. Les gérants composent le Comité de Gérance qui, statutairement, détient les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de gestion, dans la limite de l'objet social et dans le respect des pouvoirs attribués aux associés commandités et au conseil de surveillance et dans le respect des décisions du comité de gérance et des attributions de chaque gérant établies au sein du comité de gérance. Leurs attributions portent notamment, lors des réunions mensuelles du Comité de Gérance sur : (i) l'approbation des mouvements de capital (augmentations et retraits), (ii) la décision sur les engagements (participation, prêts et garanties) et (iii) sur tous autres objets liés à la conduite de l'entreprise SIDI. Les mandataires sociaux ne touchent pas de rémunération pour la mission de gérant qui leur est confiée.

Le Conseil de Surveillance assure statutairement le contrôle permanent de la gestion de la SIDI SCA tel qu'il est prévu par la loi. Il dispose à cet effet des mêmes pouvoirs que les commissaires aux comptes. Il est présidé par M. Jacques Demonsant (ESD, et composé également des personnes membres suivantes : Mme Laurence Moret, Vice Présidente (Crédit Coopératif), M. Mohamed-Ali Mzali (Caisse des Dépôts et consignations, Sr. Marie-Yvonne Fontaine, (Congrégation des Filles de Jésus de Kermaria), Sr. Françoise Beaumont (Congrégation des Filles du Saint-Esprit), Mme Sylvie Rousset (Congrégation Sainte Clotilde), M. Jean-Yves Caradec (ESD), M. Philippe Coquart, M. François Legac, M. Marc Raffinot, M. Hocine Tandjaoui et M. Christian Weeger.

La SIDI gère un seul fonds, le Fonds FEFISOL selon la convention (Management Agreement) signée le 21 juillet 2011 et ce jusqu'à l'extinction du Fonds en juillet 2021.

Le 8 septembre 2017, la SIDI a signé deux conventions avec le CCFD-Terre Solidaire :

- l'une portant sur l'administration générale et de gestion financière des missions de suivi d'assistance technique et de communication pour développer la finance solidaire en faveur des pays en développement pour l'exercice 2018,
- et l'autre portant sur un ensemble de prestation de coopération 'Export' pour réaliser de l'assistance technique, la formation et du conseil en faveur d'acteurs impliqués dans le financement solidaire dans les différents pays d'intervention de la SIDI.

Enfin, hormis les instances SIDI auxquelles il participe, le Directeur Général de la SIDI siège en tant que membre dans les Conseils d'Administration suivants : INAISE (Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale, FEBEA (Fédération Européenne des Banques Éthiques et Alternatives), MAIN (Microfinance African Institutions Network) et FEFISOL (Fonds Européen de Financement Solidaire pour l'Afrique). Il préside en outre FOPEPRO (Fondo para Pequeños Productores) ainsi que, à qualité, le Conseil de la Fondation sous égide ACTES (Accompagner la Transition Économique Écologique et Sociale)

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a vertical stroke, located in the bottom left corner of the page.

S.I.D.I.
Solidarité Internationale pour le
Développement et l'Investissement
12 rue Guy de la Brosse
75005 PARIS
Tel. (33 1) 40 46 70 00 Fax (33.1) 46 34 81 18
www.sidi.fr
SIREN 328 090 238

**SOLIDARITE INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'INVESTISSEMENT**

S.I.D.I.

Société en Commandite par Actions à Capital variable

R.C.S. PARIS B 328.090.238

SIRET : 328.090.238.00044 - NAF : 6430 Z



Siège social
12, rue Guy de la Brosse
75005 PARIS



**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017



**BAKER TILLY
SOFIDEEC**

Société d'Expertise Comptable
et de Commissaires aux Comptes
138, bd Haussmann - 75008 PARIS
Tél. 01.42.99.66.44 - Fax 01.42.89.31.63

S.E.L.A.F.A. au Capital de 1.512.190 Euros - 652 059 213 R.C.S. PARIS - SIRET 652 059 213 00023 - NAF 6920Z

Aux actionnaires

DE LA SCA SIDI

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société S.I.D.I. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil de surveillance.

VI. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

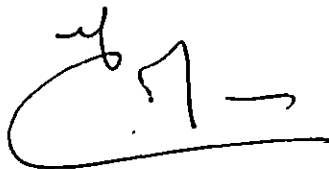
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 7 mai 2018

Pour Baker Tilly SOFIDEEC
Commissaire aux Comptes
Membre de la CRCC de Paris



Jean-Yves MACE
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes, Associé

Bilan Actif

Au		31/12/2017		31/12/2016	
Durée		12 mois		12 mois	
		Brut	Amort. & Prov	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilitisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais recherche & développement					
Conces.brevets & droits simil.					
		50 944	50 545	399	-
Fonds commercial (1)					
Autres immob. incorporelles					
Avances et acomptes					
Immobilitisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Inst.Tech.,Matériel Outil.Ind.					
		289 979	249 795	40 184	42 915
Autres immob. corporelles ..					
Immob. corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilitisations financières (2)		13 273 479	799 068	12 474 411	10 869 109
Participations					
Créances rattachées					
		429 507		429 507	429 507
Autres titres immobilisés					
		11 536 978	227 763	11 309 215	9 768 490
Prêts					
		261 112		261 112	258 731
Autres immob. financières					
TOTAL (I)		25 841 998	1 327 172	24 514 827	21 368 752
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières,approvision.					
En-cours production de biens					
En-cours production de services					
Produits intermédiaires & finis					
Marchandises					
Avances & acomptes versés s/cdes					
Créances exploitation (3)		110 740	7 609	103 131	129 881
Clients & comptes rattachés					
		437 013		437 013	548 262
Autres créances					
Capital sousc.& appel.non versé					
		10 683 906	364 047	10 319 859	10 705 570
Valeurs mobilières placement					
dont actions propres					
		3 749 232		3 749 232	3 175 348
Disponibilités					
COMPTES REGULARISATION ACTIF		30 189		30 189	22 487
Charges constatées d'avance (3)					
TOTAL (II)		15 011 080	371 656	14 639 424	14 581 548
Charg.à répartir/plus.exer (III)					
Primes rembours.des oblig. (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I-V)		40 853 078	1 698 827	39 154 251	35 950 300

Bilan Passif

Bilan au 31/12/2010		Bilan au 31/12/2009	
ACTIF			
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	101 200	101 200	101 200
Immobilisations corporelles	299 000	299 000	299 000
Actif immobilisé	400 200	400 200	400 200
Actif circulant			
Stocks	100 000	100 000	100 000
Créances	100 000	100 000	100 000
Trésorerie	100 000	100 000	100 000
Actif circulant	300 000	300 000	300 000
Actif	700 200	700 200	700 200
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital	100 000	100 000	100 000
Réserves	100 000	100 000	100 000
Capitaux propres	200 000	200 000	200 000
Dettes			
Dettes financières	100 000	100 000	100 000
Dettes d'exploitation	100 000	100 000	100 000
Dettes	200 000	200 000	200 000
Passif	700 200	700 200	700 200

[illegible]

Compte de Résultat

Au Durée	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois		
France	Exportation	Total	Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	405 156	1 275 681	1 680 837	1 736 328
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	405 156	1 275 681	1 680 837	1 736 328
Subventions d'exploitation			57 410	33 580
Reprises s/prov. et amortis, transferts de charges			132 730	148 124
Autres produits				
TOTAL (I)	(I)	1 870 977	1 918 032	
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats et charges externes (a)			887 844	963 853
Impôts, taxes et versements assimilés			114 466	100 630
Salaires et traitements			1 178 921	1 135 211
Charges sociales			574 478	554 187
Dotations aux amortissements s/immobilisations			16 718	12 531
Dotations aux provisions s/actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges			15 230	33 189
Autres charges			80 299	192 177
TOTAL (II)	(II)	1 867 987	1 991 778	
1- RESULTAT D'EXPLOITATION				
(I - II)		-96 980	-1 073 745	
PRODUITS FINANCIERS				
De participations (3)		842 889	763 684	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob (3)		992 365	635 101	
Autres intérêts et produits assimilés (3)		44 422	62 895	
Reprises s/provisions et transferts de charges		152 547	411 210	
Différences positives de change		61 716	371 746	
TOTAL (V)	(V)	2 093 940	2 244 636	
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements et provisions		1 081 087	81 546	
Intérêts et charges assimilées (4)		31 326	66 236	
Différences négatives de change		507 807	139 150	
Charges nettes s/cessions valeurs mob. placement		2 650	6 217	
TOTAL (VI)	(VI)	1 622 869	293 149	
2- RESULTAT FINANCIER				
(V - VI)		471 071	1 951 487	
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				
(I - II + III - IV + V - VI)		-515 909	877 741	

Compte de Résultat (Suite)

Au Durée		31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois
		Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			616
Sur opérations en capital			48 000
Reprises s/provisions et transferts de charges			
TOTAL (VII)		0	48 616
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			4 688
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
TOTAL (VIII)		0	4 688
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL		0	43 928
Participation des salariés (IX)			
Impôts sur les bénéfices (X)			
PRODUITS (I+III+V+VII)		3 964 917	4 211 284
CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)		4 490 826	3 289 615
5- BENEFICE ou PERTE (Produits - Charges)		-525 909	921 669
(a) Dont redevances sur crédit-bail mobilier redevances sur crédit-bail immobilier			
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		763 684	763 684
(3) Dont produits concernant des entreprises liées			
(4) Dont intérêts concernant des entreprises liées			

2. Tableau des filiales et Participations au 31 décembre 2017

Comptes	Partenaires	Pays	Valeur bilan au 31/12/2016	Chiffre d'affaires au 31/12/2017	Résultat au 31/12/2017	Cession/ liquidation	Nouvelle participation ou augmentation	Nouvelle valeur bilan au 31/12/2017	% de détention
Structures de Financement de Proximité (579)									
PARTICIPATIONS	ACAD	PALESTINE	364 532	2 093 850	106 311	-	-	364 532	10,07%
PARTICIPATIONS	BANQUES	EQUATEUR	-	11 330 829	1 403 412	-	643 193	643 193	9,17%
PARTICIPATIONS	CATAPERO	PEROU	821 161	3 669 371	50 663	-	20 034	421 193	49,27%
PARTICIPATIONS	CORD	ROC	37 645	10 050	2 954	-	-	37 645	14,81%
PARTICIPATIONS	CONSOLID	COLOMBIE	100 220	-	-	-	-	100 220	59,75%
PARTICIPATIONS	CREDIFLO	PEROU	142 844	1 613 596	5 868	-	-	142 844	6,16%
PARTICIPATIONS	LAFUMO	AFRIQUE CENTRALE 137	482 562	1 080 642	68 450	-	-	482 562	20,10%
PARTICIPATIONS	PC	LAOS	153 478	96 920	18 345	-	-	153 478	28,80%
PARTICIPATIONS	FDL	NICARAGUA	891 740	21 880 964	2 432 757	-	-	891 740	4,26%
PARTICIPATIONS	FEISON	AFRIQUE	3 700 000	1 157 607	396 343	-	945 000	4 145 000	17,40%
PARTICIPATIONS	FINANCOO	CHILI	448 541	6 432 835	18 380 152	-	-	448 541	8,31%
PARTICIPATIONS	FOPEPRO	AMERIQUE LATINE	495 380	393 456	215 146	-	-	495 380	91,19%
PARTICIPATIONS	FORTALEC	PEROU	433 653	587 584	32 092	-	7 865	441 518	29,48%
PARTICIPATIONS	ISALVA	BURUNDI	43 842	76 651	21 370	-	-	43 842	32,14%
PARTICIPATIONS	LAMPANI	AFRIQUE	75 000	-	167 989	-	-	75 000	4,97%
PARTICIPATIONS	ERE	ROSONO	359 977	4 445 799	1 465 978	-	-	359 977	17,59%
PARTICIPATIONS	MICROINV	MOLDAVIE	167 062	2 920 937	576 089	-	-	167 062	5,47%
PARTICIPATIONS	SANDESU	URUGUAY	108 678	-	-	-	-	108 678	0,00%
PARTICIPATIONS	SICSA	AMERIQUE LATINE	507 773	2 203 529	187 303	-	177 010	684 784	33,37%
PARTICIPATIONS	SINERIF	BURUNDI	76 235	11 542	66 973	-	-	76 235	31,59%
PARTICIPATIONS	SINERGI	NIGER	235 770	31 743	59 054	-	-	235 770	16,59%
PARTICIPATIONS	SIFEM	MADAGASCAR	222 927	3 195 354	478 405	-	-	222 927	16,00%
Sous-total (1)			9 128 960			-	1 818 102	10 947 062	
Participations Financières (6)									
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	BMS	MALI	552 469	74 875 335	22 860 599	-	-	552 469	2,41%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	CERUDER	GUINÉE	475 424	65 681 658	22 207 062	-	-	475 424	11,59%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	CRG	GUINÉE	171 578	1 960 847	333 030	-	-	171 578	16,90%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	TEMBECA	AFRIQUE DU SUD	380 940	-	-	-	-	380 940	65,54%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	YETU	TANZANIE	435 800	456 048	101 096	-	-	435 800	11,64%
Sous-total (2)			2 016 209			-	-	2 016 209	
Entreprises									
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	FTIL	LIBAN	2 778	852 166	900 196	-	-	2 778	7,27%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	IEURU	MOZAMBIQUE	223 648	185 688	1 921	-	-	223 648	32,50%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	KAYORINR	SENEGAL	22 866	-	-	-	-	22 866	51,54%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	NUTRIZAZ	MADAGASCAR	100 579	463 567	42 216	-	-	100 579	22,00%
Sous-total (3)			249 843			-	-	249 843	
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	BANETIC	ITALIE	49 968	-	-	-	-	49 968	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	COOP	FRANCE	1 418	-	-	-	-	1 418	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	CHOCROD	PAYS BAS	6 996	-	-	-	119	7 115	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	CHOS	DANEMARK	26 825	244 865	25 635	-	-	26 825	3,97%
Sous-total (4)			85 207			-	139	85 346	
AUTRES IMMO FIN TAP	KOKARI	NIGER	3 450	256 940	150 283	-	-	3 450	35,79%
AUTRES IMMO FIN TAP	SEFEA	EUROPE	161 000	-	-	-	-	161 000	4,51%
AUTRES IMMO FIN TAP	SOLIDARI	EQUATEUR	165 355	116 556 755	8 012 892	-	-	165 355	0,27%
Sous-total (5)			329 755			-	-	329 755	
AUTRES IMMO FIN TAP	ALTEFIN	BELGIQUE	95 225	-	-	-	-	95 225	0,93%
AUTRES IMMO FIN TAP	DAMAN	PALESTINE	4 497	400	138	-	-	4 497	59,37%
Sous-total (6)			99 722			-	-	99 722	
TOTAL GENERAL			11 849 745				1 832 41	13 702 966	

SIDI SCA
Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement
12 rue Guy de la Brosse
75005 Paris

ANNEXE

31/12/2017

SOMMAIRE

I. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES RETENUS POUR L'ÉLABORATION DES COMPTES

1. INFORMATIONS PARTICULIÈRES AYANT UNE INCIDENCE SUR L'ARRÊTÉ DES COMPTES

- 1.1 La convention F.I.D.
- 1.2 Les autres titres de participation
- 1.3 Le capital variable
- 1.4 Le contrôle fiscal

2. PRÉSENTATION DES COMPTES

3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

- 3.1 Conventions de principes
- 3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles
- 3.3 Participations, créances rattachées et prêts
- 3.4 Valeurs mobilières de placement
- 3.5 Créances
- 3.6 Opérations en devises
- 3.7 Provisions pour risques et charges
- 3.8 Ligne de crédit

4. CHANGEMENTS DE MÉTHODES D'ÉVALUATION

5. CHANGEMENTS DE MÉTHODES DE PRÉSENTATION

II. EXPLICATIONS DES POSTES DE BILAN

1. TABLEAU IMMOBILISATIONS (DGFIP N° 2054-2018)

2. TABLEAU AMORTISSEMENTS (DGFIP N° 2055-2018)

3. TABLEAU PROVISIONS (DGFIP N° 2056-2018)

4. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES (DGFIP N° 2057-2018)

S. DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

5.1 Charges constatées d'avance

5.2 Produits constatés d'avance

6. DÉTAIL DES FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES

III. EXPLICATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT

1. TABLEAU COMPTE DE RÉSULTAT EN LISTE (DGFIP N° 2052-2018)

2. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS ET IMPÔTS

IV. LOYERS

1. INFORMATION EN MATIÈRE DE LOYERS

1.1 Location de matériel

1.2 Location immobilière

V. ENGAGEMENTS HORS BILAN

1. INFORMATIONS DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

1.1 Engagements à l'étranger

1.2 Contre-garanties

VI. AUTRES INFORMATIONS

1. VENTILATION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL

2. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

I. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES RETENUS POUR L'ÉLABORATION DES COMPTES

1. INFORMATIONS PARTICULIÈRES AYANT UNE INCIDENCE SUR L'ARRÊTÉ DES COMPTES

1.1 Le compte courant F.I.D. – Fonds d'Incitation au Développement

Les conventions signées entre la SIDI, la Congrégation SAAP et le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD -Terre Solidaire) permettent de contribuer à couvrir des risques inhérents aux métiers de la SIDI. Ces conventions sont signées pour une période fixée à dix ans allant jusqu'au 31 décembre 2020.

Ces conventions ont pour objet de formaliser un accord entre les parties concernant l'engagement de la totalité du dépôt, intitulé FID, placé en compte courant à la SIDI à l'effet, si nécessaire, d'acheter, à un prix fixe convenu et sur une durée déterminée, une série de titres détenus par la SIDI.

Ces différentes conventions permettent de couvrir les principaux risques liés au métier d'Investisseur solidaire de la SIDI :

- Risques politiques des pays
- Risque de change des monnaies utilisées pour les différentes opérations
- Risque du contrôle de change et de transferts à l'étranger
- Risques relatifs aux réalités des partenaires locaux
- Risques liés à l'activité des bénéficiaires à la base
- Risques du secteur de la MICROFINANCE

Ainsi, dans le cas où les titres de participation, les prêts ou les garanties réalisés dans ces pays subissent des pertes, réelles ou potentielles (moins-value latente) liées aux conditions économiques du pays (perte de change, inflation locale, difficultés sociales et économiques des populations) ou pour toute cause liée à la mise en œuvre du mandat qui est confié à la SIDI, les pertes constatées n'entraînent pas la nécessité de provisionner le montant correspondant dans les comptes de la SIDI. Dans la mesure où ces titres peuvent être acquis à tout moment à la valeur précisée ci-dessus par les parties signataires de ces conventions.

Au cours de l'année 2017, des pertes ont été constatées au niveau du portefeuille de la SIDI ce qui a impacté le F.I.D. cette année, à hauteur de 207.145 €. (cf. tableau ci-dessous)

	Solde au 01/01/2017	Apport 2017	Perte 2017	Montant FID au 31/12/2017	%
FONDS FID					
Sœurs Auxiliatrices des Ames du Purgatoire	1 640 107	500 000	163 553	1 976 553	79%
C.C.F.D.	570 407		43 592	526 815	21%
Total	2 210 514	500 000	207 145	2 503 368	100%

Parallèlement, le niveau de risque sur le portefeuille a évolué de la manière suivante sur les quatre dernières années. (cf. tableau ci-dessous)

Membres du F.I.D.	2014	2015	2016	2017
Congrégation des Sœurs Auxillatrices des Ames du Purgatoire	1 787 632	1 693 038	1 640 106	1 978 553
C.C.F.D.	621 703	588 812	570 407	528 815
Total au 31/12/N	2 409 335	2 281 850	2 210 513	2 503 368
Total risque portefeuille	1 037 232	1 216 491	1 816 802	3 219 853
Provisions impactées sur le FID	1 037 232	1 216 491	1 816 802	2 503 369
Provisions impactées sur les comptes de la SIDI				716 484
Provisions SIDI/total FID	43%	53%	82%	100%

En 2017, le F.I.D. ne couvre plus la totalité des risques du « portefeuille ». La SIDI a constaté des provisions à hauteur de 716.484 €.

Ces provisions se scindent de la manière suivante :

- Provisions pour les prêts 354.888 €
- Provisions pour les participations 227.763 €
- Provisions pour les pertes de change 133.833 €

1.2 Les autres titres de participation

Les autres titres de participation, ainsi que les autres immobilisations financières ne rentrant pas dans le champ de la convention FID, ont été évalués au prix pour lesquels ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO.

Au 31/12/2017, à la clôture de l'exercice, des reprises de provisions et des dotations complémentaires ont été constatées concernant les Fonds de financement, non couvertes par le FID.

Une reprise de provision pour FOPEPRO a été constatée de 147.505 € au vu des résultats financiers positifs de ce fonds.

Des dotations ont été constatées pour KAMPANI à hauteur de 556 € et de 354.888 € de provisions supplémentaires. En effet, la SIDI a provisionné les risques résiduels sur ses fonds propres car ce risque n'est plus couvert par le FID concernant les prêts et les participations. (cf. tableau ci-dessous)

Partenaires	Provisions au 31/12/N-1	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/N
Participations				
FOPEPRO	495 329		147 505	347 825
KAMPANI	15 300	556		15 856
SEFEA	80 500			80 500
Non couvertes par le FID		354 888		354 888
Total Participations	591 129	355 444	147 505	799 068
Prêt				
Non couvertes par le FID		227 763		227 763
Total Prêts		227 763		227 763
Total général	591 129	583 207	147 505	1 026 831

1.3 Le capital variable

Le capital, dorénavant variable, depuis le 5 novembre 2013 est à hauteur de 25.164.360 € au 31/12/2017.

1.4 Le contrôle fiscal – interprétation divergente

La SIDI conteste l'interprétation de l'administration fiscale au regard de l'application de la territorialité de la TVA, concernant la facturation des prestations « Partenaires » au C.C.F.D. à savoir :

- L'administration fiscale considère que ces prestations doivent être soumises à TVA,
- La SIDI considère que ces prestations ne doivent pas être soumises à TVA aux motifs suivants :

1. La SIDI fournit à ses partenaires du Sud dans les pays en développement, et ce, à leur demande et selon leurs besoins exprimés, des missions d'accompagnement et d'appui/conseil incluant : de l'assistance technique, du conseil sur les différents aspects des métiers relatifs à la microfinance et à la gestion de projets, des travaux de recherche et de capitalisation, de la formation technique, etc.

2. Ces organismes locaux, bénéficiaires de notre appui, n'ont généralement pas les moyens financiers de nous rembourser nos frais et le coût de nos prestations. En conséquence, le C.C.F.D. - Terre Solidaire, dont le siège social est à Paris, actionnaire fondateur de la SIDI et dont la mission sociale est la solidarité internationale et l'aide aux populations des pays en développement, a accepté de prendre en charge pour le compte de ces organismes locaux, une partie des coûts engagés par la SIDI pour effectuer ces missions d'appui/conseil dans les différents pays.

3. Il a été considéré que les preneurs effectifs de nos prestations sont des organismes établies hors de l'Union européenne (UE) et non pas le C.C.F.D. - Terre Solidaire. Par conséquent, la SIDI n'a pas constitué de provision pour la territorialité de la TVA sur son chiffre d'affaires « Partenaires ».

Le litige porte sur la somme de 472.713 € concernant les exercices 2012 et 2013, (principal : 433.335 € et Pénalités : 39.379 €).

Le litige qui oppose la SIDI SCA à l'Administration fiscale a fait l'objet d'un argumentaire circonstancié en défense du point de vue de la SIDI de ne pas reconnaître l'imposition territoriale relative au financement de l'accompagnement.

La juridiction saisie par l'Administration fiscale, la Commission Départementale des Impôts Directs s'est déclarée en mai 2016 incompétente. Le dossier n'a pas évolué depuis cette date.

2. PRÉSENTATION DES COMPTES

Sont dénommés ci-après documents financiers :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe comprenant :
 - * la présente note de principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes,
 - * la note explicative des comptes de bilan et de résultat.

Ces documents forment un tout.

3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Conventions de principes

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2017 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-dessous.

3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires ou dégressifs en fonction de la durée de vie prévue.

	Durée	Méthode
Logiciels Informatiques	1 an	Linéaire
Agencements et installations divers	10 ans	Linéaire
Matériels informatique	3 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

3.3 Participations, créances rattachées et prêts

3.3.1 Participations, créances rattachées .

Les titres de participation sont dépréciés compte tenu de la couverture du FID, conventions signées avec la Congrégation SAAP et le CCFD Terre Solidaire, qu'à hauteur de la part non couverte par le F.I.D. (cf supra 1). Les titres de participations qui ne rentrent pas dans le champ d'application du F.I.D, concerne trois Fonds d'Investissements ci-après :

- FOPEPRO
- KAMPANI
- SEFEA

Ils font l'objet d'une dépréciation si leur valeur comptable est inférieure à leur coût d'acquisition.

3.3.2 Prêts

Les prêts sont dépréciés compte tenu de la couverture du F.I.D., conventions signée avec les deux parties (cf. supra 1) qu'à hauteur de la partie non couverte par le F.I.D., à l'exception des avances et des prêts qui ne rentrent pas dans le champ d'application de ladite convention.

3.4 Valeurs mobilières de placement

3.4.1 Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO.

3.4.2 Mandat à la société MEESCHAERT

La SIDI a donné mandat à la société MEESCHAERT pour gérer une partie de sa trésorerie, et ce, pour un montant de 3.370.338 € au 31/12/2017.

A la clôture de l'exercice 2017, le montant des plus-values latentes sur la totalité du portefeuille s'élève à 350.239 €.

3.5 Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leurs contre-valeurs à la date de l'opération. Les dettes, créances, et disponibilités en devises figurent au bilan pour leurs contre-valeurs au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

3.7 Provisions pour risques et charges

3.7.1 Indemnités de départ à la retraite

La provision constituée chaque année pour départ des cadres a été requalifiée en indemnités de départ à la retraite pour l'ensemble des salariés cadres et non cadres.

Il n'y a pas eu de départ en retraite cette année. Une provision complémentaire a été constituée de 15.230 € afin de pallier aux engagements de retraite de l'ensemble du personnel. La ladite provision s'élève à 171.668 € au 31/12/2017.

3.7.2 Autres provisions pour risques

Une provision a été constituée d'un montant de 133.833 € sur les fonds propres de la SIDI afin de palier à la perte de change sur l'activité du portefeuille en devises et non couverte par le Fonds d'Incitation et de Développement (FID) (cf. supra 1).

3.8 Ligne de crédit

Dans le cadre d'un partenariat « innovant », et ce, pour la troisième année, avec Banca Popolare Etica en Italie, une ligne de crédit de 1.295.000 € a été ouverte auprès de cette banque éthique au profit de la SIDI. En 2017, la ligne de crédit a permis de financer les partenaires de la SIDI au Burkina Faso, au Mali et au Zimbabwe.

4. CHANGEMENTS DE MÉTHODES D'ÉVALUATION

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

5. CHANGEMENTS DE MÉTHODES DE PRÉSENTATION

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

II. EXPLICATIONS DES POSTES DE BILAN

1. TABLEAU IMMOBILISATIONS (DGFIP N° 2054-2018)

2. TABLEAU AMORTISSEMENTS (DGFIP N° 2055-2018)

3. TABLEAU PROVISIONS (DGFIP N° 2056-2018)

4. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES (DGFIP N° 2057-2018)

(N° par rapport au montant des centimes)

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

O Sage

Désignation de l'entreprise : SIDI SCA										Néant ☐			
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations					
								Complémentaires à une réévaluation postérieurement au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste			
						1		2		3			
INCOPI.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		CZ		D8		D9		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		KD	51 091	KE		KF	5 825	
CORPORELLES	Terrains						KO		KH		KI		
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9			KJ		KK		KL		
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1			KM		KN		KO		
		Installations générales, agencements* et aménagements des constructions	Dont Composants	M2			KP		KQ		KR		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	Dont Composants	M3			KS		KT		KU		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers					KV	195 333	KW		KX		
		Matériel de transport *					KY		KZ		LA		
		Matériel de bureau et mobilier informatique					LB	91 077	LC		LD	8 560	
		Emballages récupérables et divers *					LE		LF		LG		
	Immobilisations corporelles en cours						LH		LI		LJ		
	Avances et acomptes						LK		LL		LM		
	TOTAL III						LN	286 410	LO		LP	8 560	
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence						8O		8M		8T	
		Autres participations						8U	11 460 238	8V		8W	1 813 241
Autres titres immobilisés						IP	429 507	IR		IS			
Prêts et autres immobilisations financières						IT	10 027 222	IU		IV	6 241 082		
TOTAL IV						LQ	21 916 967	LR		LS	8 054 323		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						OG	22 254 468	OH		OJ	8 068 708		
CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale* ou évaluation par mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice			
				1		2		3		4			
INCOPI.	Frais d'établissement et de développement		TOTAL I		IN		CØ		DØ		D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL II		IO		LV	5 971	LW	50 944	IX		
CORPORELLES	Terrains				IP		LX		LY		LZ		
	Constructions	Sur sol propre		IQ		MA		MB		MC			
		Sur sol d'autrui		IR		MD		ME		MF			
		Inst. gales, agencés et am. des constructions		IS		MG		MH		MI			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				IT		MJ		MK		ML		
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agencés, aménagements divers			IU		MM		MN	195 333	MO		
		Matériel de transport			IV		MP		MQ		MR		
		Matériel de bureau et informatique, mobilier			IW		MS	4 992	MT	94 645	MU		
		Emballages récupérables et divers *			IX		MV		MW		MX		
	Immobilisations corporelles en cours				MY		MZ		NA		NB		
	Avances et acomptes				NC		ND		NE		NF		
	TOTAL III				IY		NG	4 992	NH	289 979	NI		
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				IZ		ØU		M7		ØW	
		Autres participations				IØ		ØX		ØY	13 273 479	ØZ	
Autres titres immobilisés				II		2B		2C	429 507	2D			
Prêts et autres immobilisations financières				I2		2E	4 470 215	2F	11 798 089	2Q			
TOTAL IV				I3		NJ	4 470 215	NK	25 501 075	2H			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				I4		ØK	4 481 178	ØL	25 841 998	ØM			

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SIDI SCA

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF)

AMORTISSEMENTS TECHNIQUES	AMORTISSEMENTS TECHNIQUES	AMORTISSEMENTS TECHNIQUES	AMORTISSEMENTS TECHNIQUES	AMORTISSEMENTS TECHNIQUES	AMORTISSEMENTS TECHNIQUES
TOTAL I	100	100	100	100	100
TOTAL II	100	100	100	100	100
TOTAL III	100	100	100	100	100
TOTAL IV	100	100	100	100	100

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES
TOTAL I	100	100	100	100	100
TOTAL II	100	100	100	100	100
TOTAL III	100	100	100	100	100
TOTAL IV	100	100	100	100	100

CADRE C

AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES
TOTAL I	100	100	100	100	100
TOTAL II	100	100	100	100	100
TOTAL III	100	100	100	100	100
TOTAL IV	100	100	100	100	100

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Désignation de l'entreprise		SIDI SCA		Néant ☐	
Nature des provisions	Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF
	Provisions pour hausse des prix (I) *	3V	TG	TH	TI
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	U	IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (I)	3Y	TP	TQ	TR
TOTAL I	3Z	TS	TT	TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A
	Provisions pour impôts (I)	5B	5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	EP	EQ	ER
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U
	Autres provisions pour risques et charges (I)	5V	5W	5X	5Y
	TOTAL II	5Z	TV	TW	TX
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations { - incorporelles - corporelles - titres mis en équivalence - titres de participation - autres immobilisations financières (I) *	6A	6B	6C	6D
		6E	6F	6G	6H
		Ø2	Ø3	Ø4	Ø5
		9U	9V	9W	9X
		Ø6	Ø7	Ø8	Ø9
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W
	Autres provisions pour dépréciation (I) *	6X	6Y	6Z	7A
	TOTAL III	7B	TY	TZ	UA
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	UB	UC	UD
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles	UE	15 230	UF		
	UG	1 081 087	UH	152 547	
	UI		UK		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-3e du C.G.I.					10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SIOI SCA

Néant ☐

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3	
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)			UP	11 536 978	UR	900 000	US	10 636 978
	Autres immobilisations financières			UT	261 112	UV		UW	261 112
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			VA					
	Autres créances clients			UX	110 740		110 740		
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêts ou remis en garantie * (autérieurement constatée) UO			ZI					
	Personnel et comptes rattachés			UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			UZ	213		213		
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		VM	76 959		76 959		
		Taxe sur la valeur ajoutée		VB	8 776		8 776		
		Autres impôts, taxes et versements assimilés		VN					
		Divers		VP	290 200		290 200		
	Groupe et associés (2)			VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			VR	60 865		60 865		
	Charges constatées d'avance			VS	30 189		30 189		
	TOTAUX			VT	12 376 031	VU	1 477 941	VV	10 898 090
RENOIS	(1)	Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD	6 241 082					
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE	4 470 215					
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF						

CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VG								
	à plus d'1 an à l'origine		VH	3 547 782		1 200 000		2 347 782			
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	77 739					77 739			
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	74 392		74 392						
Personnel et comptes rattachés		8C	158 899		158 899						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	227 979		227 979						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		8E								
	Taxe sur la valeur ajoutée		VW	29 623		29 623					
	Obligations cautionnées		VX								
	Autres impôts, taxes et assimilés		VQ	181 092		181 092					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J									
Groupe et associés (2)		VI	3 726 615					3 726 615			
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	353 340		353 340						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie*		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L	561 938		311 938			250 000			
TOTAUX		VY	8 939 401	VZ	2 537 264			6 402 137			
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	1 000 000	(2)	Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques		VL			
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	200 000	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032						

5. DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

5.1 Charges constatées d'avance

Libellés	Montants
Frequent Flyer Travel - FFT	13 273
Up Chèque Déjeuner 2018	13 074
Divers	3 842
Total	30 189

5.2 Produits constatés d'avance

Libellés	Montants
AT – FEFISOL Afrique :	
PROPARCO	110 457
BEI	188 741
Ministère des Finances du Luxembourg	165 990
Contributions locales	43 894
 MERKUR - JARINOO Sénégal	 716
ADA - FECECAV Togo	2818
CCFD - CCRD - RDC	55 634
GILLES - CCRD - RDC	30 944
Total	561 938

La BEI (European Investment Bank) et PROPARCO contribuent depuis plusieurs années au financement de l'assistance technique de FEFISOL (Fonds Européen de Financement Solidaire pour l'Afrique), géré par la SIDI, sur les bases contractuelles. En 2013, et en 2017, le Ministère des Finances Grand-Duché du Luxembourg a apporté sa contribution pour le même objet. (cf. tableau ci-dessus)

6. DÉTAIL DES FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES

Libellés	Montants
SOFIDEEC - Commissaire aux comptes	17 116
GODONG – Photographe	3 250
Total	20 366

III. EXPLICATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT

1. TABLEAU COMPTE DE RÉSULTAT EN LISTE (DGFIP N° 2052-2018)

2. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS ET IMPÔTS

Ventilation	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat courant	(525 909)		(525 909)
Résultat exceptionnel	0		0
Résultat comptable	(525 909)		(525 909)

IV. LOYERS

1. INFORMATIONS EN MATIÈRE DE LOYERS

1.1 Location de matériel

Montants des redevances trimestrielles

Matériel	Redevances trimestrielles H.T.	Durée
Photocopieur C754e	3 013	5 ans
Total	3 013	

Un nouveau contrat a été souscrit en mars 2015 pour 5 ans concernant le matériel C754e.

1.2 Location immobilière

Le contrat de location n'a pas été renouvelé en 2017, à Bukavu au Congo.

V. ENGAGEMENTS HORS BILAN

1. INFORMATIONS DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

1.1 Engagements à l'étranger donnés au profit de :

Bénéficiaires	Pays	Montants engagés	Dates d'échéance
FONDS COOPERATIF	Lao	70 191	31/07/2019
VAHATRA	Madagascar	70 591	31/10/2020
VAHATRA	Madagascar	107 477	31/12/2020
KAFO	Mali	500 000	08/08/2022
	Total	748 259	

Ces engagements sont couverts par un montage financier auprès de la BNPP. Ils sont mis en place pour financer des investissements locaux. La SIDI s'est porté caution de ces engagements auprès de la BNPP.

Le Crédit Coopératif se porte garant à première demande sur engagement auprès de KAFO au Mali à hauteur de 50% sur un million, et ce, à partir de novembre 2017.

1.2 Contre-garanties données au profit de :

Bénéficiaires	Pays	Contre-garanties	Dates d'échéance
DAMAN	Palestine	100 000	31/12/2099
	Total	100 000	

VI. AUTRES INFORMATIONS

1. VENTILATION DE L'EFFECTIF GLOBAL DU PERSONNEL

Au 31/12/2017

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et cadres	21	0
Employés	4	0
Total	25	

2. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (tableau ci-joint)

2. Tableau des filiales et Participations au 31 décembre 2017

Comptes	Partenaires	Pays	Valeur bilan au 31/12/2016	Cliffre d'affaires au 31/12/2017	Résultat au 31/12/2017	Cession/ radiation	Nouvelle participation ou augmentation	Nouvelle valeur bilan au 31/12/2017	% de détention
Structures de Financement de Proximité (SFP)									
PARTICIPATIONS	ACAD	PALESTINE	384 532	2 093 850	306 311	-	-	384 532	10,00%
PARTICIPATIONS	BANCODES	EQUATEUR	-	11 530 829	3 403 412	-	663 193	663 193	6,13%
PARTICIPATIONS	CATERPU	PEROU	821 351	3 669 971	50 683	-	20 034	841 385	49,13%
PARTICIPATIONS	CCRO	RDC	37 865	10 050	2 954	-	-	37 865	14,81%
PARTICIPATIONS	CONSOLID	COLOMBIE	300 220	-	-	-	-	300 220	59,75%
PARTICIPATIONS	CREDITO	PEROU	142 844	1 615 596	5 868	-	-	142 844	6,18%
PARTICIPATIONS	EAFUND	AFRIQUE CENTRALE EST	482 563	1 088 842	63 450	-	-	482 563	10,10%
PARTICIPATIONS	FC	LAOS	153 476	98 970	16 345	-	-	153 476	28,80%
PARTICIPATIONS	FEL	NICARAGUA	691 740	21 840 864	1 452 757	-	945 000	891 740	4,28%
PARTICIPATIONS	FEFISOL	AFRIQUE	3 202 000	3 257 607	998 343	-	-	4 145 000	17,00%
PARTICIPATIONS	FINACOO	CHILI	448 341	6 412 813	18 840 131	-	448 541	896 882	8,11%
PARTICIPATIONS	FORPRO	AMERIQUE LATINE	495 390	293 456	215 146	-	-	495 390	51,18%
PARTICIPATIONS	FORTALEC	PEROU	433 653	967 584	57 097	-	7 865	441 518	29,08%
PARTICIPATIONS	ISHALA	BURUNDI	473 842	78 851	73 370	-	-	473 842	12,49%
PARTICIPATIONS	KAMPANI	AFRIQUE	75 000	-	381 989	-	-	75 000	4,97%
PARTICIPATIONS	KRE	KOSOVO	359 977	4 245 799	1 465 976	-	-	359 977	17,90%
PARTICIPATIONS	MICROINW	MOLDAVIE	187 062	2 920 917	520 089	-	-	187 062	5,47%
PARTICIPATIONS	SAINDESU	URUGUAY	108 679	-	-	-	-	108 679	0,00%
PARTICIPATIONS	SUSA	AMERIQUE LATINE	907 773	820 529	387 503	-	377 010	484 784	13,33%
PARTICIPATIONS	SINERB	BURKINA FASO	76 225	11 342	66 923	-	-	76 225	11,90%
PARTICIPATIONS	SINERGI	NIGER	135 770	91 243	59 054	-	-	135 770	16,55%
PARTICIPATIONS	SUPEM	MADAGASCAR	773 927	9 395 354	426 405	-	-	773 927	16,00%
Sous-total [1]			9 108 960			-	1 813 102	50 822 062	
Institutions Financières (IF)									
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	BMS	MALI	552 469	74 875 535	32 860 599	-	-	552 469	2,41%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	CERUDEB	OLGANDA	475 424	65 681 658	22 207 062	-	-	475 424	11,59%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	CNG	GUINEE	171 576	1 940 847	933 030	-	-	171 576	18,80%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	TEMREKA	AFRIQUE DU SUD	580 940	-	-	-	-	580 940	64,54%
PARTICIPATIONS INSTITUTS BANCAIRES	YETU	TANZANIE	435 800	456 048	101 096	-	-	435 800	15,64%
Sous-total [2]			1 016 509			-	-	2 016 509	
Entreprises									
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	FTFL	LIBAN	2 778	852 166	900 196	-	-	2 778	7,27%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	IKURU	MOZAMBIQUE	123 688	185 683	1 921	-	-	123 688	22,50%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	KAYORENR	SENEGAL	22 668	-	-	-	-	22 668	51,54%
PARTICIPATIONS ENTREPRISES	NUTRIZAZ	MADAGASCAR	100 529	483 367	42 216	-	-	100 529	22,00%
Sous-total [3]			349 663			-	-	349 663	
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	BANKETIC	ITALIE	49 968	-	-	-	-	49 968	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	CCOOP	FRANCE	1 418	-	-	-	-	1 418	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	DICOCROED	PAYS BAS	6 996	-	-	-	129	7 125	0,00%
PARTICIPATIONS EUROPEENNES	OHOS	DANEMARK	26 815	244 865	25 655	-	-	26 815	5,97%
Sous-total [4]			65 207			-	129	85 946	
AUTRES IMMO FIN TIAP	KORARI	NIGER	3 330	256 340	350 783	-	-	3 330	15,79%
AUTRES IMMO FIN TIAP	SEFLA	EUROPE	181 000	-	-	-	-	181 000	4,31%
AUTRES IMMO FIN TIAP	SOLIDARI	EQUATEUR	165 955	116 556 733	8 012 097	-	-	165 955	0,27%
Sous-total [5]			329 785			-	-	329 785	
AUTRES IMMO FIN TIAP	ALTEIBEN	BELGIQUE	95 225	-	-	-	-	95 225	0,93%
AUTRES IMMO FIN TIAP	DAMANI	PALESTINE	4 497	400	136	-	-	4 497	31,35%
Sous-total [6]			99 722			-	-	99 722	
TOTAL GENERAL									
			10 125 469			-	1 932 231	53 938 593	